

Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : **Ould Matali, Houka Houka, Yoro Ould Daha,** proposés à la liste de sanctions de l'ONU

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 03 JUILLET 2019

400

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



IBK (re)descend dans l'arène 1^{ère} partie



Accord de défense entre le Mali et la France :
Le PPC favorable à une rupture



IBK allume le feu de la distraction : "Soumy" lui
donne la réponse du berger à la bergère

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une Brèves	IBK (re)descend dans l'arène : 1ère partie	P.4
	Accord politique de gouvernance : Le RCEM adhère	P.8
	Justice à la traque des malfrats : 60 plaintes contre un escroc qui a soutiré 198 millions à ses victimes	P.8
	Région de Mopti : Une nouvelle attaque fait 23 morts à Saran dans la commune de Ouenkoro	P.8
	Prorogation du mandat des députés : L'ADP MALIBA envisagerait de sévir	P.9
	L'insécurité dans le nord du Mali et dans la région de Mopti : Quand la France contredit la volonté des maliens	P.9
	Ségou et le danger sécuritaire : Des individus en tenues Dosos signalés	P.9
	En un mot : Affrontements alimentés par Bamako	P.10
	Gouvernorat de Kidal : L'Etat malien verserait 8 millions de FCFA mensuel à la CMA pour garder le gouverneur de Kidal	P.10
	Coopération militaire Mali/Allemagne : Le Général de Division Mamadou Lamine Ballo invité d'honneur de l'Ecole de guerre en Allemagne	P.10
Actualité	Accord de défense entre le Mali et la France : Le PPC favorable à une rupture	P.12
	Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : Ould Matali, Houka Houka, Yoro Ould Daha, proposés à la liste de sanctions de l'ONU	P.13
	Dio-gare/ Kati : Plus de 8 tonnes de cannabis incinéré	P.14
	Prolongation de mandat : La Minusma va se concentrer sur le Centre du Mali	P.15
Politique	IBK allume le feu de la distraction : "Soumy" lui donne la réponse du berger à la bergère	P.16
	Accord politique inclusif au Mali : IBK écarte tout dialogue avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa	P.18
	Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme au Sahel et sur l'aide au développement, à Bamako le 2 juillet 2017 : Circonstances : Ouverture du Sommet du G5 Sahel, à Bamako (Mali) le 2 juillet 2017	P.18
	Sergei Choïgou, le ministre russe de la défense : « La Russie est prête à contribuer à la normalisation de la situation au Mali »	P.21
Culture & société	Culture du Mali : Le Grenier traditionnel Bondo	P.23
International	Commerce international : Le Ghana et la Côte d'Ivoire suspendent leurs ventes de cacao	P.24
	Côte d'Ivoire : L'opposition boycotte la fin du dialogue sur la réforme de la CEI	P.25
	Affaire Michel-Thierry Atangana au Cameroun : "La France doit se racheter d'avoir abandonné Michel-Thierry Atangana durant dix-sept ans"	P.26
	Parlement européen : Le groupe du Rassemblement national et de la Ligue italienne vise une vice-présidence	P.27
Sport	CAN 2019 : Résumé du 01 juillet	P.28
	Coupe du Mali de basket-ball : Les finalistes sont Connus!	P.28
	Aigles du Mali : Ils l'ont fait !	P.29

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougé

P.9

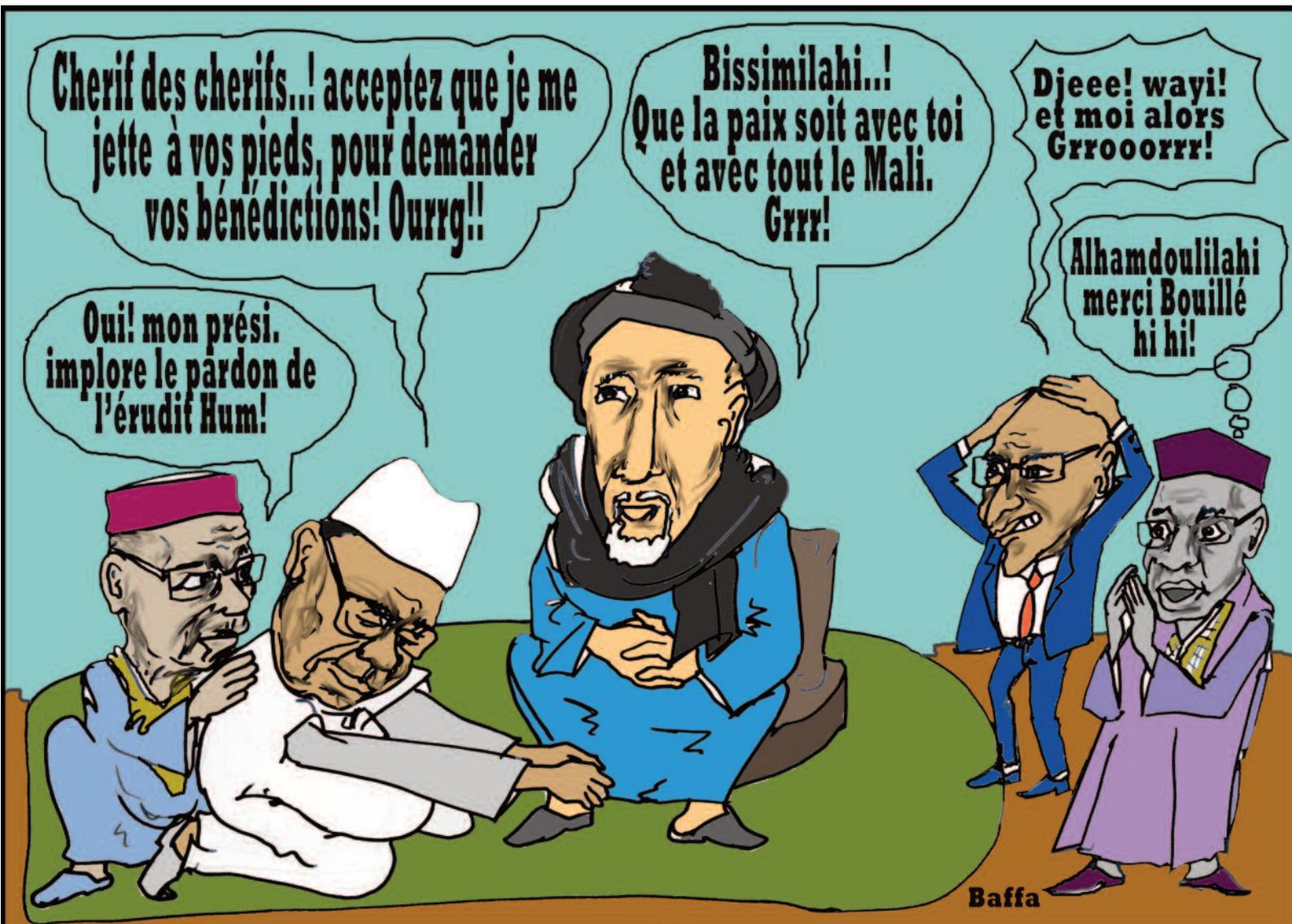


P.14



P.21





IBK (re)descend dans l'arène : 1^{ère} partie

Quelle mouche a-t-elle pu piquer Ibrahim Boubacar Keita pour le pousser à choisir de descendre dans l'arène à un moment où il avait le plus besoin et intérêt de rester au-dessus de la mêlée, dans sa posture de Président de la République sans doute mal élu, mais finalement reconnu implicitement après une longue période de contestation post-électorale ? Comment peut-on décider de croiser le fer dans la position qui est la sienne ou tous les clignotants sécuritaires, politiques et socioéconomiques sont au rouge ? A-t-il des conseillers et si oui les écoute-t-il

? IBK sait-il décrypter les signaux et analyser les rapports de force ? Quel besoin peut-il avoir d'attaquer au même moment, parfois par des petits mots sibyllins ses amis et ses adversaires politiques et s'exposer sans fusible qu'il n'a d'ailleurs malheureusement pas ? Sa première salve a été tirée en direction de son ancien premier Ministre Soumeylou Boubeye Maiga lorsqu'à Nioro, il a accusé son entourage de lui cacher la vérité et de lui faire beaucoup de torts. En fait, il a clairement dit au Cherif de Nioro auprès duquel il était venu platement s'excuser, qu'il a viré Boubeye conformément aux desideratas du vénéré homme. Il est vrai que Boubeye n'ignore rien du coup de Jarnac que IBK lui a donné pour l'éjecter de la primature en se cachant derrière une motion de censure qu'il avait soutenu dans l'ombre. Mais, il n'avait jamais auparavant, de quelque façon que ce soit indexé son ancien

premier Ministre. Lequel, on le sait n'est pas né de la dernière pluie et nul ne doute que le moment venu, il soldera tous les comptes en rendant à IBK les pièces de sa monnaie jusqu'au dernier centime. Ne dit-on pas que « La vengeance est un plat qui se mange froid » ? Prenant conscience d'avoir imprudemment éventé un secret qui aurait pu arriver aux oreilles de son « jeune frère » dont il avait multiplié les éloges publics pour faire diversion, IBK a frontalement attaqué ses amis du parti qu'il a lui-même fondé, le Rassemblement Pour le Mali (RPM) en les accusant précisément d'avoir comploté contre le même Boubeye pour occuper sa place de premier Ministre. « **Je leur ai dit qu'ils ne l'auront pas et ils ne l'ont pas eu** » s'est-il exclamé. En effet, le RPM n'a pas eu la Primature mais les choses ne se sont pas passées comme IBK les relate. En vérité le RPM a lui-même savonné

sa propre planche en envoyant à IBK six (6) noms de premier ministrables pour lui demander d'en choisir. Pour le Président, c'était là une vaste plaisanterie qui le déliait de toute obligation vis-à-vis de son parti incapable de s'entendre sur un ou deux noms. Mais les propos de IBK ont choqué, blessé et laissé des traces voire des plaies qu'il fallait cicatriser au plus vite.

La célébration du 18ème anniversaire du Parti pouvait offrir une excellente occasion de se racheter. Là encore IBK a raté le coche en osant se rendre au CICB à une activité partisane. Ce faisant, il a allègrement violé l'esprit et la lettre de notre Constitution qui prescrit en son article 34 que « Les fonctions de président de la République sont incompatibles avec l'exercice de toute autre fonction politique, de tout mandat électif, de tout emploi

public, de toute autre activité professionnelle et lucrative ». Puisque les bornes sont ainsi franchies, il n'avait plus à s'imposer de limite. Le secrétaire Général du parti a donc campé le décor : « **Monsieur le Président de la République, Cette présence est le symbole de votre détermination à prendre votre parti en main...IBK est revenu et il a pris son parti en main** ».

Bien inspiré, IBK a commencé par quelques élucubrations sur sa vie antérieure : chauffeur chez Citroën ou encore livreur de viande aux Halles qui auraient fait de lui un président qui n'est pas tombé du ciel (sic) ! Puis ne pouvant se retenir comme à l'accoutumé lorsqu'il s'agit de donner un bon coup « **J'ai aidé beaucoup de gens et j'en ai mis beaucoup au travail mais ils m'ont combattu. Cela me fait rire car j'ai dépassé leur niveau depuis long-**

temps ».

La question qui se pose dès lors est de savoir s'il a pu aider ces gens en tant qu'ancien chauffeur-livreur ou parce que ces gens l'ont aidé à grimper l'échelle sociale jusqu'à devenir président de la république. Mémoire sélective, quand tu nous tiens !

Le clou de ses récentes attaques a été son interview publiée par Le Journal Jeune Afrique cousue d'insultes, de mépris pour des millions de maliens, de contre-vérités, d'oublis opportuns et surtout de grande insouciance pour le Mali. Notre décryptage demain.

Retenez donc votre numéro de demain pour cette deuxième partie.

■ **Moctar SOW**

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

MOUNTAGA TALL



Quand le garant de la Constitution (Le président de la République) viole la Constitution, les règles et pratiques républicaines : c'est ce que Ibrahim B. Keïta a fait en se rendant au 18ème anniversaire du RPM au CICB de Bamako et en y prenant la parole. Sans parler du contenu des autres discours comme « Monsieur le Président de la République, votre présence est le symbole de votre détermination à prendre votre parti en main...IBK est revenu et il a pris son parti en main ». Ou va t-on ?

L'Art 34 de la Constitution du Mali est claire " ART. 34 Les fonctions de président de la République sont incompatibles avec l'exercice de toute autre fonction politique, de tout mandat électif, de tout emploi public, de toute autre activité professionnelle et lucrative." Halte aux dérives !

Modibo Simbo Keita



CANAL+ NE FAIT PLUS DE GROS PLAN SUR KREPIN DIATTA...

Figaro du Mali



Voyons voir : Est-ce un droit de réponse , une folie de grandeur ou du Populisme ?

Ecris par Amadou_SANGHO

IBK par son statut de «Président de la République du Mali » se doit , au moment crucial de l'histoire de notre pays qui , fait face à une crise multidimensionnelle sur le plan sécuritaire que politique , d'éviter certains discours surtout ceux remettant en question la réputation d'un homme ou d'une organisation , autrement dit une campagne de dénigrement.

Un Président doit mettre un accent particulier sur le statut chef d'Etat , de par son caractère de sauvegarde de la légitimité de l'État et de rassembleur de tous les fils de la nation autour d'un seul idéal : «Un peuple- un but et une foi » .

Par ailleurs, La Réussite du Gouvernement d'union nationale , réunissant la quasi-totalité de tous les partis politiques jusqu'à la nomination des hommes forts de l'opposition aux postes stratégiques du gouvernement , l'obtient du gain de cause de la confiance du guide religieux BOUYE HAIDARA , sont des actions prometteuses d'un avenir meilleur tant voulu par les Maliens.

Après cette récente sortie sur jeune Afrique , peut-on dire du Président IBK que ces actions s'inscrivaient dans l'optique d'une résolution de la crise qui sévit au pays ou juste affaiblir le clan d'autrui quand l'occasion est opportun »

Comme pour dire : « Tous , donnent l'air d'avoir succombé au charme du populisme , les Politiciens » .

On ne tarda aussitôt de voir la réponse du chef de file de l'opposition

sur les réseaux sociaux .

Dans ses propos , nous avons un proverbe latin: «QUOS VULT PERDERE JUPITER DEMENTAT ! »

Ce vieux proverbe latin prédit un destin funeste aux dirigeants qui abusent de leur pouvoir et signifie : « Jupiter commence par rendre fous ceux qu'il veut perdre ».

Le discours d'un Chef d'Etat , faits et gestes doivent au centre de réflexion au niveau de la sphère politique .

Affaire à suivre

Sangho Amadou

Président coordinateur du MEJAC

Djime Kante



Djime Kante est avec Elhadj Djimé Kanté.

Tchiè Soumi donc c'est ainsi que tu as osé traiter notre Président ? Les activistes enfermés, l'ont été pour moins que ça. Donc...

Piqué chez Kassim Traoré

"Soumaila qualifie IBK de UBU. Qu'est ce que ça veut dire ?

« Ubu roi est une parodie burlesque sur le pouvoir, la prise de pouvoir, l'abus de pouvoir, l'amour insensé du pouvoir total.

Boursoufflé d'égoïsme, d'avidité, de bêtise et de lâcheté, le père Ubu ne recherche en toute chose que son bénéfice et son bonheur personnel qui est autant que possible un bonheur physique : manger plus, boire plus, prendre toute la place disponible, priver les autres d'espace pour en avoir plus. Il se vautre dans le pouvoir comme un cochon dans sa mare. Sa seule source d'inquiétude est que quelqu'un puisse lui contester une part de ce pouvoir. Ce qui l'amène à tout faire pour être de plus en plus puissant, c'est à dire omnipotent. Il en arrive donc à cette pensée totalement absurde qui est l'aboutissement suprême et le dernier axiome du potentat : Il est le seul être digne de vie. Tous les autres ne sont plus que des marionnettes, des pantins à qui il dénie toute humanité. C'est la version clownesque mais totalement exacte du dictateur.

Comme toujours dans l'univers clownesque, la part enfantine des désirs, des motivations et des angoisses est puissante, directement palpable. Ainsi l'attrait de la nourriture est omniprésent. Le rapport à l'argent et au pouvoir se confond avec le rapport à la nourriture. Ubu est gros et gras, et mère Ubu le convainc de renverser le trône pour pouvoir manger de l'andouille, avec le double sens accroché au mot andouille, les êtres humains qui entourent Ubu étant au mieux de la chair à canon, à hachoir, des êtres bons à passer à la boucherie c'est à dire pour Jarry à la machine à décerveler. Le pire est que le père Ubu comme beaucoup de dictateurs est contagieux, son égoïsme crasse gangrène et gagne rapidement une bonne partie du pays. Ubu roi, c'est aussi une joyeuse dénonciation de la lâcheté commune et de la bêtise générale.

Le génie de Jarry, c'est d'avoir dépassé les bornes de la bienséance et de la vraisemblance pour aborder les rivages du grotesque et du surréalisme.

Car c'est par l'absurde et la dérision qu'il atteint son but de contes-

tataire d'un pouvoir ultra centralisé, corrompue et complètement pourri. Toute ressemblance avec quelque dirigeant éperdu de pouvoir où que ce soit sur cette planète ne pourrait être bien entendu que tout à fait fortuite. »"

Ambassade des Etats-Unis au Mali



L'Ambassadeur Denis Hankins a présidé la cérémonie d'ouverture de l'atelier de formation sur l'entrepreneuriat organisé par le Centre Américain de Bamako, en collaboration avec TECKONSEILS qui est une structure d'incubation et un Hub d'entrepreneuriat dans les technologies innovantes, à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Mali.

Au total, 30 jeunes maliens âgés de 18 à 30 ans, y compris des entrepreneurs, des diplômés sans emplois et des jeunes porteurs de projets ont bénéficié de cette formation qui visait à présenter l'entrepreneuriat comme une opportunité de développement de carrière et fournir les compétences nécessaires pour créer et développer des entreprises innovantes. « L'entrepreneuriat est le moteur de toute économie florissante. Soutenir les entrepreneurs par le biais de programmes tels que celui qui nous rassemble aujourd'hui alimente ce moteur et crée des opportunités économiques et une croissance pour tous les citoyens. Aux États-Unis, l'expérience nous a appris que l'entrepreneuriat est un facteur essentiel de prospérité et de liberté. Les entrepreneurs ont façonné l'histoire des États-Unis en résolvant les plus grands défis de notre société grâce à l'innovation et à la pensée créative » a déclaré l'Ambassadeur Hankins tout en invitant les participants à la persévérance dans leurs projets.

Lors de la formation, les facilitateurs ont mis l'accent sur l'action, l'innovation et la formation et fut une opportunité pour les participants de tester leurs idées et faire les premiers pas vers le lancement de leur propre start-up. Cinq idées d'entreprise innovantes ont été développées par les participants au cours de l'atelier, grâce à la pratique du Business Model.

Et vous quelles sont vos idées d'entreprise ? Quel est le rôle de l'entrepreneuriat dans le développement d'un pays ? #CentreAmericain-Bamako #USAMali Entrepreneurship TECKONSEIL

Ammy Baba Cisse

97 millions d'habitants, l'Égypte est le 3ème pays le plus peuplé d'Afrique derrière le Nigeria et l'Éthiopie. Mais stades vides



Kouadio David

Dénonmons dorénavant les ressortissants de la Côte d'Ivoire (IVOIROIS) et notre pays occupera la place qui lui est Réservee par Dieu. J'ai reçu cette revelation prophétique du père adoptif de S.E.M La Voix Du peuple: Prophète Dakouri Aladja Dehima-Bah de



seliboua (S/P Lakota)rappelé à Dieu a l'âge de 116ans. croyons et nous verrons la gloire de Dieu sur la Cote d'Ivoire notre cher pays.

Pour la petite histoire: Les fondements de La Côte d'Ivoire sont originaires de LAKOTA.

L'Emblème le Drapeau et à la fin denomination des ressortissants. drapeau orange blanc vert a été proposé par Bagué Hounonyo de Gougoué (Niambezaria Lakota) prophétesse de l'église Déhima.

L' origine de l'emblème éléphant, vient de Lakota Loh koda, qui signifie en Dida, les éléphants sont là.

Pour que la Côte entre dans sa gloire, il faut nommer ses enfants (ivoirois) pour compléter la trinité. Nous avons pris:

Le père qui est Côte d'Ivoire c'es à dire Elephant, comme emblème.

Le fils, orange blanc vert comme drapeau. Le

saint esprit: IVOIROIS comme dénomination.

Si cela est fait, nous aurons atteint la trinité et notre pays entrera dans sa gloire.

Loin des calamités: incompréhensions, injures, injustices désordres, en un mot, guerres civiles.

Chers dirigeants de Côte d'Ivoire, aidez notre pays à vivre le temps qui est le sien.

Si cela n'est pas fait comme prévu,et nous gardons ivoiriens, nous ne verrons rien, ne serons rien, ne ferons rien tout sera rien.

Si nous changeons et devenons IVOIROIS, alors nous prendrons notre place de ROIS , donc rois de l'Afrique de l'ouest.

pays de la terre promise. Pays riche.

Pays de l'hospitalité où couleront le lait et le miel.

Croyons, et nous verrons la gloire de Dieu.

KONATE Malick

Ils se sont ralliés au Monsieur pour le depouiller... et ils sont partis le laisser orphelin aujourd'hui. Qui suis-je ?



Jeune Afrique

Côte d'Ivoire : Noël Akossi-Bendjo, l'ex-maire du Plateau, condamné à 20 ans de prison ferme et à plus de 10 milliards de francs CFA d'amende pour « détournements de fonds » #CIV225

jeune
afrique

Michel Sidibé

100 000 consultations l'an dont 25 000 en urgence. Rehabilitier Gabriel Touré pour l'adapter aux normes d'une structure de 3e référence digne de ce nom : c'est l'objet de ma viste ce jour avec @adamabictogo1, PDG du Groupe Marilys BTP.



Accord politique de gouvernance : Le RCEM adhère



M. Boubacar Salia Daou, président du Rassemblement des Compétences pour l'émergence du Mali (RCEM) a signé, ce mardi 2 juillet 2019, l'Accord politique de gouvernance.

La cérémonie s'est déroulée en présence des membres du Cabinet du Premier ministre dont le Conseiller spécial Sidi Mohamed Diawara, le Chef de cabinet Sidi Kanouté et les membres et représentants du parti RCEM. Après la signature de l'Accord politique de gouvernance, Daou a déclaré à la presse : « Nous sommes là pour le Mali, pour défendre et soutenir les actions du Président de la République S.E.M. Ibrahim Bou-bacar Keïta et du Gouvernement. »

Il est à noter que le RCEM devient le 29^e parti à adhérer à l'Accord politique de gouvernance.

Justice à la traque des malfrats : 60 plaintes contre un escroc qui a soutiré 198 millions à ses victimes

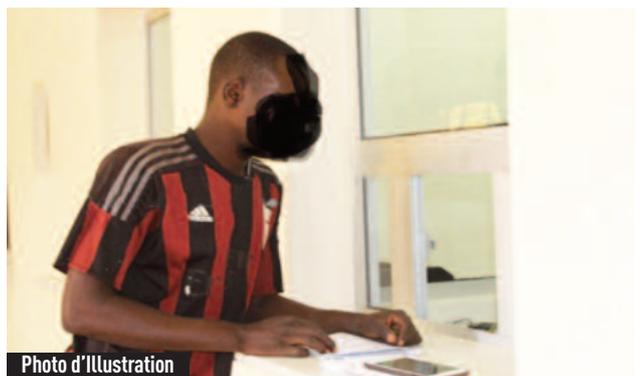


Photo d'illustration

C'est suite à de nombreuses plaintes des citoyens contre l'escroc Fousseyni Magassouba que la Brigade de Recherche du commissariat du 12^{ème} arrondissement de Bamako, sous la houlette de Yaya NIAMBELÉ, commissaire adjoint, a ouvert la traque au malfrat.

Il a été interpellé dans la nuit du 17 juin 2019, à 21h, dans le quartier de Boulkassombougou, en commune I du District. Son mode opératoire consistait à promettre des visas pour la France et les États-Unis et de percevoir, pour chaque visa, 4 à 5 millions de FCFA de ses victimes. Lesquelles n'avaient plus que leurs yeux pour pleurer puisqu'elles ne le renvoyaient plus. La nuit de l'interpellation du personnage, la cour du commissariat fut prise d'assaut par une foule de victimes en colère qui

Région de Mopti : Une nouvelle attaque fait 23 morts à Saran dans la commune de Ouenkoro



La crise sécuritaire dans la région de Mopti devient de plus en plus inquiétante. Les populations civiles sont fréquemment devenues cibles d'attaques dans la zone. 23 civils ont trouvé la mort ce week-end dans deux attaques simultanées contre des villages du cercle de Bankass, selon des autorités locales.

Le bilan de ce drame est de 23 morts, 300 disparus et plus de 800 déplacés. C'est ce qu'indique le maire de la commune de Ouenkoro. Harouna Sankaré affirme que, c'est aux environs de 14 heures que les habitants des villages de Saran et Bidi ont signalé qu'une centaine d'hommes armés ont encerclé leurs villages.

Cet ancien candidat à la présidentielle de 2018 ajoute que ces groupes armés ont attaqué simultanément les deux villages quelques heures après les alertes. "Ils ont tiré à bout portant sur les habitants. Il y a eu de nombreux morts dont des femmes et des enfants et d'importants dégâts matériels. Les greniers et les cases des deux villages ont été saccagés et brûlés", déclare l'élue de Ouenkoro.

D'autres autorités locales restent prudentes sur ce bilan. Boubacar Kané, préfet de Bankass, estime qu'il est presque impossible d'établir pour le moment un bilan officiel et fiable de l'attaque de ces deux villages. Il affirme néanmoins que les forces armées maliennes sont en train de ratisser la zone depuis hier pour rétablir la sécurité et protéger les populations.

"Nous craignons que ces attaques provoquent des conflits intercommunautaires dans la seule commune du Centre où les peulhs et dogons cohabitent toujours ensemble". Cette inquiétude des habitants des villages de Ouenkoro est largement partagée par des élus locaux. Certains parmi eux demandent à l'État de prendre urgemment les dispositions nécessaires pour prévenir des tensions dans la zone.

jurait de lyncher Magassouba. Certaines indiscretions nous indiquent que Fousseyni Magassouba n'agissait pas seul, mais en complicité avec de hauts cadres de l'administration publique. La police avait enregistré contre le bandit la bagatelle de 60 plaintes. Un Collectif des Victimes de Fousseyni Magassouba aurait même été mis en place pour veiller à ce que l'intéressé ne bénéficie d'aucune complaisance.

■ **Nouhoum Konaré**

Prorogation du mandat des députés : L'ADP MALIBA envisagerait de sévir



Le rejet de la prorogation du mandat des députés est un combat que beaucoup de partis ont mené depuis que le gouvernement avait initié le projet en conseil des ministres. Le président d'honneur Aliou Boubacar Diallo voudrait imposer une ligne stricte des résolutions du dernier congrès qui rejette toute prorogation du mandat. Selon nos sources concordantes, ce 01 juillet 2019, Aliou Boubacar Diallo aurait consulté le président du parti, Youba Bah afin que des sanctions contre l'ensemble des députés du parti ayant refusé de respecter les consignes de vote. La ligne de l'ADP Maliba était, selon notre source, de voter purement et simplement contre le projet au lieu de faire toute autre concession.

Six (06) députés du parti déclarent qu'ils démissionneraient si des sanctions disciplinaires sont prises à leur encontre. La suite de cette situation viendrait des consultations des cadres du parti ADP MALIBA avec la famille du Chérif à qui les résolutions avaient été fortement expliquées.

L'insécurité dans le nord du Mali et dans la région de Mopti : Quand la France contredit la volonté des maliens

L'insécurité a atteint son paroxysme ces derniers temps d'où la volonté des leaders communautaires du Nord de démarcher les islamistes maliens et certains de leurs proches, afin de secourir les populations.

Les ressortissants de Goundam ne sont-ils pas allés chez Houka-Houka ou encore Ahmedou Ag Abdellah. Ces 2 personnalités influentes viennent de mettre en garde les bandits, braqueurs et autres qui s'en prennent aux paisibles citoyens. Des actions ont été posées à cet égard. Des mains amputées et biens restitués.

Des honorables députés ont aussi émis les vœux d'approcher ces djihadistes pour des négociations dans le cadre de la paix. Des démarches sont en cours au centre. Le dernier message de Koufa est même conciliant, lorsqu'il exhorte ses combattants à tolérer les civils et les lieux de culte. Devant une telle évidence de l'engagement des communautés, comment la France peut-elle considérer ces acteurs comme des obstacles à la paix?

Ségou et le danger sécuritaire : Des individus en tenues Dosos signalés



La région de Mopti est totalement embrasée par l'excellence d'une horreur quotidienne imposée aux populations civiles vulnérables. Des arrivées séquencées et discrètes de chasseurs en tenues Dosos sont signalées dans la ville de Ségou.

Plusieurs de nos sources rapportent que depuis deux (02) nuits successives, une quinzaine d'hommes armés de AK47 et fusils de chasse sont arrivés à pieds, nuitamment entre 22heures et 02heures du matin pour se ravitailler dans la cité des Balanzans, au quartier Pélangana auprès d'un commerçant.

« Ces chasseurs ont attaqué des passants en les dépouiller de tout ce qui possédaient. Ils ont tiré plusieurs coups de feu à leur passage ces 02 jours passés » explique un témoin sur place.

Ce lundi 01 juillet 2019, des sources sécuritaires affirment que ces chasseurs seraient des résidents du quartier Pélangana à Ségou. Ces hommes seraient engagés pour sécuriser leurs familles et leurs biens? Pendant la journée, certains rejoindraient des positions Dosos, mais ils rentrent nuitamment dans la ville pour acheter les provisions des chasseurs qui se trouvent en périphérie de la ville. Les mêmes alertes avaient été données sur la ville de San. Les populations regrettent le grave et grand retard des forces défense lorsqu'elles sont alertées.



Est-ce que la France partage l'avis des Maliens? Que feront les Maliens pour dire à la France, le contraire de sa lecture de la situation sécuritaire? Regard des zones blessées

■ Yéhia Tandina

En un mot : Affrontements alimentés par Bamako



Ce n'est pas la crise au Nord du pays qui se trouve suscitée et entretenue depuis Bamako. Les affrontements meurtriers au centre sont aussi les faits de groupuscules à la manœuvre ici.

En tout cas, la saisie d'une importante quantité d'armes et de munitions la semaine dernière sur l'axe Bamako-Koro vient de lever les derniers doutes sur les sources de financement de la guerre. Certaines organisations communautaristes feraient cotiser chaque semaine leurs militants pour "l'effort de guerre", disent-elles. Les montants perçus vont de 2000 F CFA à plus de 500 000 F CFA par semaine, selon les moyens des uns et des autres. Comme pour dire que toutes ces cérémonies et appels à la fin des hostilités lancés depuis la capitale ne sont que de la poudre aux yeux. Aussi, pour éteindre le feu, il faudrait réellement s'attaquer d'abord aux pyromanes basés à Bamako.

■ DAK

Gouvernorat de Kidal : L'Etat malien verserait 8 millions de FCFA mensuel à la CMA pour garder le gouverneur de Kidal

Nommé en juin 2017 par l'Etat malien comme gouverneur de la région de Kidal, Sidi Mohamed Ag Icharach s'est vu, au départ, interdire l'accès de la ville par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), le conglomérat rebelle qui contrôle militairement la cité des Ifoghas. Une cité dont l'Etat malien et ses forces armées ont été chassées en 2014, suite à la visite mouvementée du Premier ministre Moussa Mara. Finalement, c'est le 23 août 2017 que le gouverneur rejoint son poste.

Depuis, il vit et travaille dans une maison gardée par les hommes de la CMA. Bien entendu, il n'est gouverneur que de nom puisqu'il ne dispose ni de secrétariat, ni de services administratifs, ni de services de sécurité. Son principal boulot consiste à écrire des courriers destinés à ses supérieurs à Bamako. Il ne peut prendre aucune décision régissant la région. Il ne peut même pas ouvrir la bouche quand, il y a quelques semaines, la CMA a pris des décisions pour réglementer la circulation des biens et des personnes dans la ville de Kidal, ainsi que pour régir les conditions de séjour des non-Kidalais. Le tout en violation des lois maliennes et de l'Accord de paix.

Le pire, c'est que selon des sources bien informées, la garde du gou-

Coopération militaire Mali/Allemagne: Le Général de Division Mamadou Lamine Ballo invité d'honneur de l'Ecole de guerre en Allemagne

Le Général de Division Mamadou Lamine Ballo a participé, en tant qu'invité d'honneur, à la cérémonie de remise de diplômes aux Officiers du Stage Supérieur International d'Etat-major (Ecole de Guerre) de la Führungsakademie (Académie de Commandement) de la Bundeswehr.

Ce stage, qui a regroupé 63 Officiers originaires de 28 pays non-membres de l'OTAN dont 17 officiers allemands, a pris fin le 28 juin 2019.

En marge de cette cérémonie, le Général de Division Mamadou Lamine Ballo a tenu un exposé devant les stagiaires sur la situation sécuritaire dans le Sahel et particulièrement au Mali. Il a par ailleurs présenté la situation dans le Sahel devant un groupe de travail d'officiers stagiaires originaires des pays membres de l'OTAN.

Le Grand oral du général Ballo s'est tenu le 27 juin ? La remise des diplômes a eu lieu le lendemain. C'était en présence du Général Division Oliver Kohl, Commandant de l'Académie et de tout le staff du stage International au grand Oral. Il y notait aussi à la cérémonie de remise des diplômes, la présence du Général Khol, Cdt de l'académie, celles des Attachés de Défense, du corps diplomatique, de la Consule honoraire du Mali à Hambourg, Mme Bettina Rhensius-Krohn, ainsi que des parrains des stagiaires et des membres du Club des amis du Stage international.

Lors de la cérémonie de remise des diplômes, le Général Ballo a fait l'historique de la coopération germano-malienne et salué le soutien de l'Allemagne au Mali dans les moments difficiles. Il a par ailleurs procuré des conseils aux nouveaux officiers récipiendaires.

Il est à noter qu'un officier nigérien a été désigné meilleur stagiaire de la promotion.

Ce stage dure presque deux ans (1 année de langue allemande + 11 mois de stage proprement dit). Deux Maliens étaient auditeurs de l'édition 2019. Il s'agit de des Lieutenant-Colonel Cheick Amadou Tidiane Sow (Armée de l'Air) et Niamé Keita (Génie Militaire).

De nombreux officiers maliens y sont déjà passés, au nombre le général Ballo lui-même et le colonel major Ibrahima Faguimba Kansaye, l'actuel Attaché de défense qui doit

■ Source : Forces Armées Maliennes

verneur par la CMA n'est pas gratuite. Pour ce service, l'Etat malien alloue à la CMA la bagatelle de 8 millions de FCFA par mois. Ironie du sort, les leaders de la CMA bénéficient du gîte et du couvert à Bamako aux frais de l'Etat. Et malgré leur statut de rebelles, nombre d'entre eux reçoivent diverses primes et indemnités en tant que membres du parlement ou encore d'institutions budgétivores comme le Comité de suivi de l'Accord de paix. Traités comme des rois, ils ne sont près de déposer les armes...

■ Le Procès-Verbal

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



Accord de défense entre le Mali et la France : Le PPC favorable à une rupture

Face à l'incapacité de la force Barkhane à lutter efficacement contre les terroristes et à stabiliser notre pays, le Pôle politique du consensus (PPC) a officiellement demandé au gouvernement de rompre l'accord militaire avec la France et de conclure de nouveaux accords avec d'autres puissances militaires plus concrètes et plus efficaces.

L'horreur a atteint son paroxysme dans le centre de notre pays. Des attaques contre les civils sans défense, des embuscades contre nos militaires sont, entre autres, le quotidien du centre du pays depuis plusieurs mois. Du coup, la cohésion sociale et même la survie du pays se trouvent sérieusement menacées.

Partant de ce constat amer, les leaders du

Pôle politique du consensus (PPC) étaient face à la presse, le mercredi dernier, au siège de la coalition qui regroupe une vingtaine de partis politiques. Après avoir fait la genèse des nombreuses actions positives du président de la République dans le cadre de la refondation de l'armée malienne, le président du PPC, Jeamille Bittar, a déploré une pléthorique force d'assistance au Mali et surtout la diversité des acteurs dans la résolution de notre crise.

«La violence est devenue notre quotidienne. Les auteurs des attaques ne sont pas sûrement des Maliens. Ces attaques se déroulent en présence d'une pléthorique force d'assistance. Je pense que le mandat de la Minusma est faible et le Mali n'a pas besoin de ça aujourd'hui. Dans la résolution de la crise, il y a plusieurs acteurs et cela complique les choses», précise le président du PPC.

Dans la foulée, le Pôle politique du consensus (PPC) réclame la relecture de l'accord militaire entre le Mali et la France : «L'accord militaire de défense signé entre le Mali et la France est caduc. Tous les accords doivent être remis en cause. Ou bien, il faut revoir les termes de cet accord pour réadapter à la situation actuelle.» À défaut de cette relecture, le PPC invite le gouvernement à rechercher de nouveaux accords avec d'autres puissances militaires, notamment la Russie, les Etats-Unis et l'Allemagne. Concernant le choix du pays en question, le président du PPC n'a pas voulu préciser une puissance. Par contre, il a déclaré que le choix revient au peuple malien et aux autorités.

L'occasion était bonne pour le président Jeamille Bittar de lancer un appel à tous les Maliens de faire l'union sacrée autour du président IBK pour surmonter ces moments difficiles. Il a également demandé au gouvernement de redoubler d'efforts pour trouver une solution durable à la crise qui n'a que trop duré.

■ Y. Dombia

Mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger : Ould Matali, Houka Houka, Yoro Ould Daha, proposés à la liste de sanctions de l'ONU

La France a fourni les noms de cinq maliens pour la liste noire des sanctions de l'ONU. Il s'agit du député Mohamed Ould Matali, Yoro Ould Daha, Houka Houka Ag Alhousseini... pour entre autre entrave à l'application de l'accord de paix, lien avec le terrorisme, trafic d'armes.

La France a fourni les noms de cinq maliens pour la liste noire des sanctions de l'ONU. Il s'agit du député Mohamed Ould Matali, Yoro Ould Daha, Houka Houka Ag Alhousseini... pour entre autre entrave à l'application de l'accord de paix, lien avec le terrorisme, trafic d'armes. Selon une dépêche de l'Agence France Presse (AFP) du 28 juin dernier, la France a fourni au

conseil de paix et sécurité de l'ONU, les noms de cinq maliens pour les sanctions de l'ONU. Il s'agit du député Mohamed Ould Matali, membre du RPM, le parti du président malien Ibrahim Boubacar Keita. Ould Matali est accusé par la France d'entrave à l'application de l'accord de paix. Les quatre autres personnes sont accusées des diverses raisons. Houka Houka Ag Alhousseini et Yoro Ould Daha sont accusés de lien avec le terrorisme et le rôle qu'ils ont joué en 2012/2013 quand le nord du Mali était occupé par Al Qaeda. Alors que Mohamed Ben Ahmed Mahri quant à lui, est accusé de vendre des armes aux groupes armés. Le cinquième malien sur cette liste est Ahmed

Ag Albachar. Il est accusé de détourner l'aide humanitaire à des fins commerciales ou contre d'autres services à Kidal. Le conseil de Paix et sécurité de l'ONU devra se réunir le 2 juillet prochain pour statuer sur cette liste. Il faut rappeler que Mohamed Ousmane Ag Mohamedoun, et deux autres personnes sont déjà sur cette liste de sanction et ont été interdits de voyager à l'extérieur du Mali.

Les personnes sanctionnées ne peuvent plus prendre non plus les avions de la MINUSMA, même pour un déplacement à l'intérieur du Mali.

■ **Fondo Aldjoumat**



Dio-gare/ Kati : Plus de 8 tonnes de cannabis incinéré



L'Office Central des Stupéfiants vient d'incinérer, ce lundi 1er juillet 2019, une importante quantité de drogues et autres stupéfiants saisis. C'était ce lundi matin, aux environs de 12h à Dio-gare dans le cercle de Kati, en présence du Directeur Général de l'Office Central des Stupéfiants, le Colonel Adama Tounkara, accompagné sur le site par le Maire de la Commune rurale de Dio-gare, M. Daouda Kané, le 2e adjoint au préfet de Kati, M. Youssef Bakary Traoré et le procureur de la Commune IV, M. Boubacar Sidiki Samaké.

8 tonnes 163.078 kg de cannabis ; 7, 6 kg d'héroïne ; 04,6 kg de méta amphétamine ; 2,250 kg de cocaïne et 2 tonnes 775 kg de produits pharmaceutiques contrefaits ont été brûlés. C'est en effet la grande performance que l'Office Central des Stupéfiants vient de réaliser aujourd'hui. Embarqués dans un camion depuis la Direction Nationale dudit service sise à Hamdallaye, ces stupéfiants ont fini leur circulation dans les flammes de la commune rurale de Dio-gare, située à 37 Km de Bamako. Selon le Directeur Général de l'office central des stupéfiants, le Colonel Adama Tounkara, il s'agit des produits saisis par les forces de

l'ordre entre 2018 et fin premier semestre 2019. Cette incinération de stupéfiants et drogues, estimés à plus d'un milliard de FCFA, selon les chiffres du Directeur, entre dans le cadre de la journée de la lutte contre les stupéfiants, célébrée tous les 26 juin dans le monde.

Cette journée, indique-t-il, consiste à sensibiliser les toxicomanes sur les conséquences néfastes que ces produits peuvent engendrer. Cette croissance inquiétante du nombre de saisie de stupéfiants s'explique, à entendre le colonel Tounkara, par le professionnalisme des bandits et la volonté réelle du gouvernement à lutter contre les stupéfiants.

Outre le professionnalisme des bandits, le Directeur Général de l'office central des stupéfiants, le Colonel Adama Tounkara, a évoqué également la couverture dont ces malfrats bénéficient. Toute chose qui compliquerait, à ses dires, les enquêtes de son service devant aboutir à la saisie des stupéfiants.

Pour lui, la lutte contre les stupéfiants doit se mener autrement au regard de l'évolution du mode opératoire des bandits. « C'est une lutte de longue haleine et la répression aussi a

montré ses limites. Nos autorités doivent créer des conditions pour la prise en charge des toxicomanes. Cela pourra diminuer la consommation de ces produits chez nos jeunes » a-t-il expliqué.

Si Dio-gare, pour la Direction générale des stupéfiants, est le site idéal pour incinérer ces produits, tel n'est pas l'avis partagé par les agents de l'environnement et le maire de ladite localité. En effet, avec sa population estimée à 11.368 habitants, selon le maire Daouda Kané, la commune rurale de Dio-gare tire ses ressources économiques de l'agriculture, du commerce et du jardinage. Toute chose qui est donc incompatible avec le sol qui subit l'incinération de ces produits. « Le site n'est pas adapté, et c'est très grave pour l'environnement » a déclaré l'agent de l'environnement M. Issa Lougué qui était sur le lieu de l'incinération. Avant d'ajouter : « les conditions de brûler à l'air libre les stupéfiants dégradent le sol, polluent l'air. Il faut que nos autorités trouvent d'autre site pour cela ».

A signaler qu'un important dispositif sécuritaire a été déployé sur le lieu pour éviter toute attaque surprise des bandits.

Prolongation de mandat : La Minusma va se concentrer sur le Centre du Mali



Le vœu des autorités maliennes a été à moitié exaucé. Le Conseil de Sécurité de l'Onu a adopté la Résolution 2480 (2019) prorogeant le mandat de la Minusma pour un an. Les priorités stratégiques du nouveau mandat sont la mise en œuvre de l'Accord et le soutien à la stabilisation du Centre du pays.

Le mercredi 12 juin 2019, le Ministre des Affaires étrangères, Tiébilé Dramé a demandé au Conseil de Sécurité des Nations Unies, un soutien plus poussé dans le Centre du Mali. « Le Gouvernement demande une présence accrue de la Minusma dans les régions du Centre du Mali, aux côtés des forces de défense et de sécurité du Mali, afin de contribuer à protéger les populations civiles et leurs biens, afin de mettre un terme au cycle de la violence pour permettre le retour de l'administration et des services sociaux de base », ainsi s'exprimait le ministre Dramé. Il avait ajouté lors d'une réunion du Conseil consacrée à la situation dans le pays. que « Cette présence accrue est la condition du succès du processus politique que nous allons engager dans les prochains jours... ». L'appel des autorités maliennes à travers le ministre Tiébilé Dramé a été entendu. Vendredi, 29 juin 2019, les 15 pays membres du Conseil ont adopté la Résolution 2480 (2019) prorogeant le mandat de la MINUSMA pour un an. Le renouvellement du mandat de la Minusma n'était pas forcément acquis, les Etats-Unis ayant remis en cause son efficacité.

« Nous sommes déçus face à l'absence de progrès significatifs. [...] Le moment est venu de voir si une opération de maintien de la paix est bien le meilleur moyen de régler la situation au nord du Mali », avait ainsi affirmé David Hale, le Sous-secrétaire d'État américain aux Affaires politiques, en mars 2019. Et il était prêt à prêter aux États-Unis l'intention de vouloir limiter les moyens de la Minusma. Finalement, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a su être convaincant. « Une réduction significative de la présence ou le retrait de la Mission mettrait non seulement en péril le processus de paix, mais aurait également de graves conséquences pour la situation de sécurité générale au Mali et dans la sous-région », avait-il en effet souligné dans l'un de ses derniers rapports. Ainsi, en adoptant à l'unanimité la résolution 2480, le Conseil de sécurité a prolongé jusqu'au 30 juin 2020 le mandat de la Minusma et confirmé que ses effectifs resteront au même niveau qu'actuellement (soit 13.289 militaires et 1.920 policiers au maximum). C'est « un message ferme » qui souligne la nécessité de progrès urgents dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix [signé en 2015 par Bamako et les groupes armés indépendantistes du nord du Mali, ndr] et la réconciliation au Mali », a commenté la diplomatie française. Patrouilles dans les zones sensibles L'application des accords de paix reste donc la première priorité « stratégique » de la MINUSMA. La seconde, définie par la résolution, concerne le Centre du Mali où, selon les mots

de M. Guterres, la « situation est explosive » en raison des violences récurrentes entre les Peuls et les Dogons, dont profite le groupe jihadiste « Katiba Macina », dirigée par Amadou Koufa.

En effet, ce dernier se présente comme le « protecteur » de la communauté peule, au sein de laquelle il recrute ses combattants.

« La région centrale du Mali où, selon les estimations, vivent 30% des 20 millions d'habitants du pays – est restée celle où l'on a enregistré le plus grand nombre d'attaques contre des civils, en raison d'une nouvelle intensification des affrontements et de la violence intercommunautaires, ainsi que des attaques par des groupes terroristes et des milices d'autodéfense », a par ailleurs souligné M. Guterres dans son dernier rapport relatif à la situation malienne.

Or, jusqu'à présent, la Minusma n'avait pas le mandat pour intervenir dans le Centre du Mali, sa zone d'action se limitant au nord du pays. La résolution que vient d'adopter le Conseil de sécurité y remédie.

Ainsi, et selon un « plan d'urgence » dont les contours ont été récemment dévoilés, il est question de multiplier les patrouilles dans les zones sensibles pour que la présence de la Minusma « soit visible » pour qu'elle puisse « rassurer, dissuader et anticiper ». En outre, il s'agira également d'aider les autorités maliennes à « combattre l'impunité » dont jouissent les auteurs des violences commises dans le Centre du Mali et de faciliter l'aide humanitaire pour les « populations meurtries » dont les « villages et les greniers ont été brûlés ». Cela étant, reste la question des moyens. Le secrétaire général de l'ONU avait demandé un effort en matière d'aéromobilité [c'est à dire plus d'hélicoptères. Or, la résolution demande seulement à la Minusma de « veiller à consacrer suffisamment de moyens à son mandat dans le centre du pays ».

Dans sa déclaration lors de la session du conseil, l'Ambassadeur Représentant permanent du Mali, a lancé un appel quant à la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières pour aider la Minusma à relever les défis sur le terrain. A la date d'aujourd'hui, la mission de la Minusma compte environ 15 000 militaires et policiers.

■ Mamadou Sidibé avec Lurent Diagne



IBK allume le feu de la distraction : “Soumy” lui donne la réponse du berger à la bergère

« Nous sommes en guerre », titre JA à la Une en France. « Nous avons affaire à un petit monsieur », réplique Soumaïla CISSÉ au pied de Koulouba.

IBK a « taclé » Soumaïla CISSÉ sur les pages de Jeune Afrique. Et l'opposant en chef a donné la réplique sur les réseaux sociaux. Une heure plus tard, toute la République était en émoi. Les réseaux sociaux se sont emballés sur le chapeau de roue et les réponses ses sont bousculées en embouteillage.

En somme, autant la malheureuse sortie de « Simbo dans un magasin de porcelaine » était passée inaperçue, autant la cinglante réplique du chef de file de l'opposition avait ameuté les chaumières.

Mais au juste, de quoi s'agit-il très exactement ? Campons donc les décors de ce nouveau feu allumé par un pyromane irréductible qui ne peut pas se retenir.

Tout part d'une interview accordée par IBK à Jeune Afrique le 29 juin dernier au Palais de Koulouba. « C'est la première interview d'Ibra-

him Boubacar Keïta (IBK) depuis sa réélection en août dernier », précise François SOUDAN le bénéficiaire de l'interview. Au passage, on constate que IBK respecte la tradition : privilégier la presse étrangère et ignorer celle nationale. Mais, passons. L'interview était consacrée aux problèmes brûlants du pays dans un climat politique national calme. Mais, la fourmi a pour habitude de piquer, dit la sagesse malienne. Et le confrère JA note en introduction que « derrière le ton patelin » employé par IBK, « les mots sont autant des salves ». La bouche de IBK est donc qualifiée de mitraillette qui tire des salves de balles destinées à tuer.

« Nous sommes en guerre »

D'ailleurs, le titre à la Une que Jeune Afrique a trouvé pour annoncer l'interview exclusive est : « Mali : Nous sommes en guerre ».

Un échantillon de ces propos-balles se trouve dans ce passage : « Nos ennemis sont autour de nous, avec nous, au-dedans de nous. Ils connaissent nos habitudes et exploitent la

moindre de nos faiblesses ». Ce qui veut dire que la guerre dont fait mention JA à sa Une n'est pas dirigée contre le terrorisme, l'insécurité, la malversation à ciel ouvert, etc., mais contre les opposants. Et plus particulièrement, ceux qui « connaissent nos habitudes », Soumaïla CISSÉ en tête

Et c'est à l'endroit de ce dernier qu'il va réserver la salve royale : « Il n'y a pas eu de crise post-électorale, mais la bouderie d'un seul homme inconsolable de ne pas être entré au Palais de Koulouba ». Des phrases qui sont autant de salves, avait dit JA.

C'est donc suite à la parution de l'édition de JA qui publiait cette sulfureuse interview qu'une réplique est apparue (le lundi 1er juillet à 14 :28) en réponse dans les deux pages Facebook de Soumaïla CISSÉ (réponse reproduite ci-dessus). La réponse du berger à la bergère.

Dans cette contrattaque (attribuée à l'opposant), « Soumi » évoque trois éventualités pour expliquer les élucubrations de IBK. En premier lieu, il estime que ce dernier a perdu la tête, que Koulouba doit rendre fou. Mais sa conclusion est encore plus salée : « Nous avons à faire avec un petit monsieur ». Tiebilé DRAMÉ appréciera.

Ne pas répondre à la bergère, l'ignorer

C'est donc suite à cette sortie de réaction que la Toile et les pages des journaux se sont emballées. Comme à l'accoutumée, IBK a allumé un incendie politique. Par masochisme (le masochisme, c'est éprouver du plaisir en recevant la douleur) ? Par manque d'intelligence ? Méchanceté intrinsèque ? Un mélange de tout ça ? Et si c'était par machiavélisme, par calcul politique ? Cette dernière hypothèse n'est pas à écarter. En effet, IBK profite toujours des diversions pour attirer l'attention des maliens ailleurs et faire passer des mesures amères au profit de Kidal et des « Groupes armés ». Et comme la scène politique est plongée en ce moment dans la torpeur, il est obligé lui-même de provoquer l'incendie.

Mais les maliens sont fatigués. Et selon notre estimation, ce dernier feu n'ira pas loin. Dans le camp de Soumaïla CISSÉ lui-même, on n'est pas chaud pour qu'il continue ce match de ping-pong. On le sent par les réactions, sur ses deux pages, à son poste de riposte contre le tackle de IBK.

Le premier à réagir, un fan à 1000%, écrit : « Je ne pense pas que c'est notre président Soumaïla qui a fait ce post, mais souvent vous ne devez pas répondre à IBK ». Beaucoup disent la même chose en plus dur. Un exemple : « Je vous conseille de ne pas vous rabaisser... ». Un autre lui conseille la prudence : « Fais attention CISSÉ, le Mali va mal ».

Dans l'ensemble, les militants estiment que cela ne valait pas la peine de répondre. D'autres vont, ouvertement, jusqu'à douter que leur « Soumi » ait écrit ça. Du côté de ceux qui suivent les pages Soumaïla CISSÉ sur les réseaux sans être militants, il y a ceux qui mettent les deux hommes (lui et IBK) dos à dos. Un d'entre eux parle de « ressemblance clinique... deux incapables ».

En somme, cette tempête n'ira pas loin. Et si IBK a agi pour attirer l'attention des maliens sur du vent pour satisfaire les exigences de la communauté internationale pour orienter les fonds vers Kidal, il devra trouver autre chose. Les maliens sont fatigués.

■ **AMADOU TALL**

Accord politique inclusif au Mali : IBK écarte tout dialogue avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa



Le président de la République du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, s'est prononcé, une fois de plus, dans une interview accordée à Jeune Afrique, sur la possibilité de négocier avec Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa. « Une mare de sang nous sépare de ces gens... » Explique IBK malgré les multiples appels à négocier avec les djihadistes maliens.

Le président de la République du Mali vient encore de balayer d'un revers de la main une possible négociation avec les djihadistes maliens Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa. « Une mer de sang nous sépare de ces gens. Je suis disposé à reconstruire le Mali avec tous ses enfants, y compris avec ceux qui apporteront la preuve d'une repentance sincère. Mais attention : cela n'a rien à voir avec l'impunité, et les criminels devront répondre de leurs actes », a indiqué IBK à nos confrères de Jeune Afrique.

Pour le chef de l'Etat, il n'y a pas bases sur lesquelles on peut négocier avec Iyad Ag Ghaly : « Ce monsieur exige l'application de la charia, l'interdiction de l'école républicaine et moderne, le califat, la fin de toutes les valeurs qui fondent notre vivre ensemble. Nous n'avons rien à nous dire. »

Selon des observateurs, il faut aujourd'hui négocier avec les djihadistes dans le cadre d'un dialogue national et inclusif. « Les européens nous empêchent de négocier avec les terroristes. Mais eux-mêmes négocient avec leurs terroristes en cas de besoin. »

Dans un rapport publié en mai dernier, le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) a recommandé de tenter d'établir un dialogue avec les djihadistes et leurs partisans pour stopper les violences meurtrières dans le centre du Mali. International Crisis Group a conseillé au pouvoir malien de « mandater des chefs religieux » pour tenter d'entrer en communication avec les dirigeants du groupe de Amadou Kouffa.

La recommandation de négocier avec les djihadistes maliens, un souhait exprimé à maintes reprises par Tiébilé Dramé, ancien opposant au régime d'IBK et actuel ministre des Affaires étrangères du Mali, et l'imam Mahmoud Dicko, ancien président du Haut Conseil Islamique du Mali, est aussi actée par les conclusions de la Conférence d'entente nationale tenue à Bamako du 27 mars au 2 avril 2017.

Dans les recommandations générales de la conférence, il est écrit dans « le Chapitre 6.6 portant sur la paix et la réconciliation nationale à la page 89 ; Alinéa 12 (négocier avec les belligérants du centre en l'occurrence Ahmadou Kouffa tout en préservant...) ». Mieux, l'alinéa 13 du même document revient sur la requête de dialoguer en invitant à « négocier avec les extrémistes religieux du Nord notamment Iyad Ag Ghaly tout en préservant le caractère laïc de l'Etat ».

■ **M.K. Diakité**

Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme au Sahel et sur l'aide au développement, à Bamako le 2 juillet 2017 : Circonstances : Ouverture du Sommet du G5 Sahel, à Bamako (Mali) le 2 juillet 2017



**Monsieur le Président Keïta, Cher Ibrahim,
Merci pour ces mots d'accueil et ces propos amicaux,
Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les Officiers généraux,
Monsieur le Représentant spécial des Nations unies,
Mesdames, Messieurs,**

Vous l'avez rappelé, il y a quelques semaines, j'étais en effet à vos côtés, Monsieur le Président, à Gao pour quelques jours après ma prise de fonction aller aux côtés

de nos troupes. Je sais le tribut payé par vos pays dans cette guerre terrible contre le terrorisme et l'obscurantisme et je sais l'engagement qui est aussi le nôtre. Ce sont ici des mots mais derrière, il y a des vies et c'est lourd de cette charge, de cette responsabilité que je m'exprime ici aujourd'hui devant vous. Vous l'avez dit, mon prédécesseur a fait le choix avisé, courageux de venir en défense de votre pays et plus largement de toute la région. J'ai décidé de poursuivre cet engagement, de le confirmer et de le conforter. Et j'ai pris l'engagement il y a quelques semaines, vous l'avez rappelé, de venir ici aujourd'hui à Bamako à l'ouverture de ce sommet du G5 Sahel et je veux vous dire le grand privilège pour moi de répondre à votre invitation.

Derrière cet acronyme du G5 il y a une dynamique, un mouvement profond que la France est fière aujourd'hui d'accompagner ; le G5 Sahel est davantage qu'une initiative de coopération régionale, c'est une communauté soudée, déterminée face à un même défi : les cinq pays que vous représentez, mais aussi la France, vivent au quotidien le poids de la menace terroriste. Dimanche 18 juin, c'est Bamako qui à nouveau a été visé et ce sont plusieurs de nos ressortissants qui ont été les victimes de cette attaque.

Je veux d'ailleurs ici exprimer ma compassion aux victimes, à leurs familles et rendre hommage aux forces qui sont intervenues et je sais le prix que paient les forces de défense et de sécurité de la région pour lutter contre ce fléau,

plus de 150 de leurs membres ont été tués, rien que depuis février, dont plus de 80 au Mali, 30 au Niger, 15 au Burkina Faso mais je veux aussi dire que ces attaques renforcent profondément notre détermination à lutter ensemble de manière résolue contre le terrorisme.

Je ne parlerai pas à proprement parler d'une guerre car ils n'attendent que cela car pour vraiment avoir une guerre, il faudrait un ennemi digne de ce nom mais nous avons chaque jour à affronter des terroristes, des voyous, des assassins dont nous devons oublier le nom et le visage mais que nous devons avec constance, détermination, tous ensemble éradiquer, éradiquer parce qu'ils le font aujourd'hui, au nom de la division des peuples au nom d'une religion qui est la vôtre et que vous avez justement saluée, Monsieur le Président, mais qu'ils détournent pour lui donner le visage de l'obscurantisme et de la haine.

Notre présence à tous les 6 aujourd'hui est le témoignage que ce qu'ils cherchent à faire ne peut advenir. Les choses sont allées très vite depuis que vous avez décidé la création de la force conjointe il y a toujours cinq mois ici même à Bamako. Vos militaires ont travaillé dur pour la mettre sur pied rapidement ; la France vous a soutenus dans cette démarche, de même que l'Union africaine et l'Union européenne.

Nous nous sommes depuis plusieurs semaines mobilisés à New York, où nous avons veillé à ce que le conseil de sécurité vous apporte tout son soutien. C'est l'objet de la résolution 2359 qui a été adoptée à l'unanimité le 21 juin et je voudrais aussi saluer l'adoption à l'unanimité aussi de la résolution 2364 jeudi dernier renouvelant le mandat de la MINUSMA et mettant l'accent sur le soutien aux forces maliennes et au G5.

Parce que c'est justement la complémentarité de nos actions qui fera la différence. Face à une menace transnationale, vous avez créé une force conjointe pour lutter contre les fléaux du terrorisme et des trafics et c'est ce qu'il fallait faire ; c'est pourquoi j'ai souhaité que la France puisse accompagner fortement le déploiement de cette force pour vous appuyer dans la mise en œuvre des ambitions et du calendrier déterminés que vous êtes fixés. Nous le ferons dans l'esprit de partenariat et d'exigence réciproque qui a guidé notre action depuis la création du G5.

Concrètement, le soutien de la France aujourd'hui consistera d'abord en un soutien opérationnel aux unités, c'est-à-dire un soutien

accru de l'opération «Barkhane» en conseil, assistance mais surtout accompagnement au combat.

Nous allons multiplier les missions d'assistance opérationnelle et je veux ici saluer les forces «Barkhane», notre général et leur engagement au quotidien mais soyons clairs et explicites entre nous : la force conjointe du G5 ne se substitue ni ne se confond ni à «Barkhane» ni à la MINUSMA, elle vient en plus, elle vient en appui en avis, en adjonction parce que si nous utilisons les annonces pour nous désengager par ailleurs, point n'est besoin de nous réunir. C'est aussi une aide matérielle importante, 70 véhicules tactiques, du matériel de communication et d'interopérabilité des forces, du matériel de protection pour les hommes, c'est cela ce que la France également apportera. C'est un soutien, c'est un soutien à la mise en place de centres de préparation à l'engagement opérationnel que prévoient de mettre en place le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Enfin, c'est un renforcement de notre coopération structurelle.

Le Sahel, Mesdames et Messieurs, c'est désormais 50% du budget de notre coopération de sécurité et de défense dans le monde parce que c'est ici que se joue la sécurité du continent africain et plus largement la sécurité d'une bonne partie de notre planète, y compris de l'Europe.

Au total, sur le volet militaire, c'est un effort équivalent à plus de 8 millions d'euros que nous consacrons d'ici la fin de l'année 2017 mais la France n'est pas seule à vous soutenir. Mme Mogherini est venue ici il y a quelques semaines pour annoncer une aide de 50 millions d'euros ; c'est un effort significatif dont je me réjouis. Il doit être l'amorce d'un engagement dans la durée de l'Union européenne.

Vous connaissez la mobilisation de la France pour engager ses partenaires en soutien de vos efforts et nous devons poursuivre cette mobilisation ensemble. Pour garantir un soutien dans la durée, ce sera à vous et à vos armées de convaincre que la force conjointe du G5 est efficace dans le respect des conventions humanitaires.

Les résultats doivent être au rendez-vous pour entraîner nos partenaires ; c'est l'exigence réciproque que nous nous devons. Au-delà de ces questions centrales de sécurité, je veux aussi appeler à une mobilisation collective autour de deux défis qui sont inséparables de la recherche

d'une stabilité durable et réelle.

Le processus de paix au Mali d'abord. Le retour durable de la paix au nord du Mali passe par la pleine mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation ; cela relève bien entendu de la responsabilité des Maliens, de votre responsabilité, Monsieur le Président, mais Cher Ibrahim, nous sommes là pour vous aider, pour que les progrès accomplis récemment puissent être approfondis, pour que la feuille de route fixée il y a deux ans puisse être réussie, je pense en particulier aux chantiers prioritaires que sont le désarmement, l'intégration des ex-rebelles, le redéploiement de l'État sur l'ensemble de territoire et la décentralisation parce que les efforts de sécurité sans processus politique sont illusoire, parce que cette exigence réciproque, c'est aussi ce que je dois à nos soldats qui chaque jour se battent, risquent leur vie pour cet effort de sécurité parce que les deux doivent aller de pair pour être durables et gagner non pas seulement la guerre mais aussi la paix.

Le deuxième défi, c'est celui du développement, je l'ai dit à Gao, je l'ai redit au G7 à Taormina, nous étions quelques-uns ensemble, je le redis ici : tous nos efforts en matière de sécurité seront inutiles s'ils ne s'inscrivent pas dans un projet plus large de développement. Le lien entre sécurité et développement ne doit pas être martelé seulement dans les discours ; il doit se matérialiser en actions concrètes.

Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui nos promesses ne sont plus entendues, parce que pour beaucoup de jeunes dans le nord du pays, les seules opportunités sont devenues les trafics. Nous devons agir sur le terrain au plus près des populations en tant que président d'un pays ami, partenaire historique du développement de la région du Sahel, je ne veux pas me cacher derrière des mots, je veux des actes. Et c'est pourquoi il nous faut faire plus.

J'ai demandé à l'agence française de développement dont le directeur général aussi nous accompagne de renforcer encore notre engagement et ce sont 200 millions d'euros qui vont être engagés spécifiquement pour les pays du G5 dans les cinq prochaines années. L'AFD nommera cet été un directeur régional compétent pour le Sahel et qui sera basé à Ouagadougou.

Mais surtout il nous faut faire mieux et c'est tout l'esprit de l'Alliance pour le Sahel que je souhaite lancer aujourd'hui à vos côtés.

Ce n'est pas une nouvelle plateforme ou une

nouvelle structure, ce n'est pas une alliance au sens militaire ; c'est une coalition de partenaires volontaires motivés pour faire la différence au plus près du terrain. Nous voulons changer de méthode ; nous voulons avec vous trouver le moyen de mettre en place une aide rapide, y compris dans les zones les moins sûres avec des résultats tangibles et perceptibles pour les populations concernées. Nous voulons miser sur le développement du secteur privé, donner davantage de moyens aux collectivités locales aux acteurs locaux, tout en étant intransigeant envers toute forme de corruption. Nous voulons aussi concentrer notre action sur les priorités qui doivent désenclaver le Sahel. D'abord l'éducation et la formation, j'ai la conviction profonde que nous devons y investir davantage parce que c'est le meilleur moyen de lutter contre un fondamentalisme guerrier, contre le détournement des esprits, contre les trafics financiers qui viennent dans tous vos pays essayer de détourner la population, de profiter de la misère, du contexte de guerre pour conduire les uns et les autres vers ce que vous avez toujours combattu, l'obscurantisme du XXI^e siècle, la guerre au nom d'une religion. Ce combat, il faut le mener dès le plus jeune âge, par l'éducation, par la formation ; c'est à ce prix que nous offrirons des perspectives.

La deuxième priorité sera l'agriculture et le pastoralisme, je sais que ce sont des secteurs économiques clés au Sahel pourvoyeurs d'emplois et dont les potentialités sont sous-exploitées notamment sur l'agro-écologie et parce que c'est par ce biais que nous développerons les équilibres locaux, des perspectives d'emploi sur le terrain que nous réussirons à la racine à lutter contre l'immigration subie qui déstabilise toute la région, nourrit les trafics, les groupes terroristes et vient déstabiliser tant d'autres régions.

La troisième priorité sera la lutte contre les effets du changement climatique, d'aucuns n'ont pas encore compris que tous ces problèmes étaient liés mais ils le sont : la situation du lac Tchad aujourd'hui explique bien des déstabilisations, des basculements entiers de certains groupes vers le terrorisme ou les trafics, tout est lié et tout se tient dans la région en particulier et la vulnérabilité du Sahel en la matière nous oblige à conduire des actions résolues en matière de promotion des énergies vertes, du renouvelable, d'énergies durables qui là aussi sont des modes de production décentralisés au

plus près du terrain qui donnent des perspectives d'emploi et de souveraineté énergétique pour chacun des pays.

Enfin, ce sera la gouvernance et en particulier la justice. Ah, je sais, quand on parle de ces sujets, on s'est repu de tant de mots depuis tant d'années et tant de décennies. Je pense que 4, 5 de mes prédécesseurs au moins ont dû prononcer ces phrases et ces mots dans les priorités de développement.

Je vous le dis en toute sincérité, cette responsabilité est la vôtre ; ça n'est pas moi qui ferai la justice, les bonnes règles, la bonne décentralisation, la bonne organisation du gouvernement dans les pays du Sahel. Je ne cherche pas le faire, je le chercherais même qu'à juste titre vous me le reprochiez.

Mais nous devons maintenant avoir des avancées en la matière parce que c'est notre crédibilité collective, parce que ces réformes institutionnelles sont appelées par vos populations et parce que c'est la clé pour que ces efforts trouvent un débouché, cette volonté qui est la nôtre qui se matérialise dans cette alliance pour le Sahel, c'est celle aussi qui permettra de rassembler l'ensemble de nos financements, de nos engagements et à laquelle nous avons pris la décision d'associer nos partenaires européens. Le 13 juillet prochain lors du conseil des ministres franco-allemand, j'ai bon espoir qu'avec mon gouvernement, la chancelière allemande et son gouvernement, nous puissions annoncer des engagements communs autour de cette alliance. Cette alliance, elle est le réceptacle en quelque sorte de nos efforts de développement ainsi rassemblés, d'une plus grande efficacité et visibilité, responsabilité partagée pour le Sahel.

Monsieur le Président Keïta, Cher Ibrahim, Chers Amis, l'enjeu aujourd'hui est bien de basculer dans une nouvelle dynamique, une dynamique positive et de développement et non plus une spirale d'insécurité et de radicalisation. Vous avez été attaqués, nous avons été attaqués, nous le sommes tous les jours.

Les risques sont là mais nous avons un choix simple à faire dont nous sommes tous et toutes ici dans cette salle l'écho dépositaire.

Soit nous pouvons considérer qu'on va faire comme avant, ne pas parler des vrais problèmes, faire semblant de faire, évoquer le passé glorieux ou les pages sombres et en rester là, nous mentir et mentir à nos populations,

puis prendre des airs de victimes quand nous sommes attaqués. Nous pouvons continuer longtemps à faire cela, nous l'avons déjà fait longtemps ensemble. Alors, nous serons battus parce que nos ennemis sont lâches mais déterminés, parce que nos ennemis ne s'encombrent d'aucun des oripeaux de ce qu'ils appellent notre civilisation mais ils veulent une chose, c'est nous détruire et ils se sont nourris d'une chose, de nos faiblesses, de nos hypocrisies, des complexes du passé et de notre inefficacité collective.

Soit ensemble nous faisons le choix de procéder différemment, de nous dire toujours les choses qu'elles fassent plaisir ou pas, d'être exigeants les uns avec les autres parce que nous considérons que notre avenir est commun. Moi, j'ai fait ce choix parce qu'il n'y en a pas d'autre, parce que ce qui se passe dans votre région touche les jeunes et les moins jeunes qui vivent dans notre pays qui nous regardent, qui vous regardent, qui suivent ce qui se passe parce que nos ressortissants sont touchés par le terrorisme ici mais parce que, ici, se préparent les actes terroristes aussi en Europe, parce que notre échec ici se traduit dans ces routes de la mort et de la nécessité qui remontant tout au long du Sahel aujourd'hui jusqu'à la Libye font de la Méditerranée un linceul, notre honte et conduisent à des vagues migratoires qui sont en train de nous déstabiliser profondément parce qu'aujourd'hui tout se tient, parce que ceux qui pensaient qu'il y avait un exotisme à venir dans le Sahel n'ont pas compris que le monde aujourd'hui s'était profondément réduit, regroupé, ramassé, que nous partageons le même espace, le même destin, que nous sommes liés !

Nous sommes liés par une histoire, qui a des pages glorieuses et des pages tristes mais nous sommes liés surtout par un avenir commun et cet avenir commun passe par la bataille que nous devons conduire et que nous devons gagner, celle contre le terrorisme, celle contre les fondamentalismes guerriers, brutaux et radicaux, celle contre un imaginaire de mort, celle contre tous les trafics.

C'est cela le combat qu'avec vous, je veux mener ; c'est ce combat qui est le cœur, le ciment de ce G5 Sahel et qui fait ma fierté mais vous l'avez compris aussi, ma grande détermination d'être à vos côtés aujourd'hui, Cher Président et Chers Amis !

Sergei Choïgou, le ministre russe de la défense : « La Russie est prête à contribuer à la normalisation de la situation au Mali »

La nouvelle a été accueillie avec un grand soulagement par les maliens. Le Mali et la Russie ont enfin signé le document tant attendu de défense.

En effet, le 26 juin 2019, la Russie et le Mali ont officialisé la signature d'un accord de défense, en marge du salon « ARMY 2019 », qui s'est tenu à Moscou.

« A notre avis, l'intensification des liens militaires est dans l'intérêt de nos deux pays », a commenté Sergei Choïgou, le ministre russe de la Défense, au côté de son homologue malien, le général Ibrahim Dahirou Dembélé. « La Russie est prête à contribuer à la normalisation de la situation au Mali et à la création de conditions pour une paix et une stabilité durables », a-t-il ajouté. Ces propos ont été tenus en Russie le 26 juin 2019 par le représentant de Vladimir Poutine.

L'accord de défense signé a été validé en mars

dernier 2019 par le Kremlin. Selon certaines informations, il serait question de formation de spécialistes militaires et de coopération dans les opérations de maintien de la paix et la lutte contre le terrorisme.

La signature du document important aux yeux du peuple malien fait suite à une visite faite à Bamako en octobre 2016 par le Mikhaïl Bogdanov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, ainsi qu'au don de deux hélicoptères aux forces armées maliennes. Selon le site zone militaire, ce qui marqua un changement dans l'attitude de Moscou ; en 2013, la Russie avait vendu 3 000 fusils Kalachnikov aux FAMA.

Des Maliens se félicitent

La signature de l'accord de défense entre le Mali et la Russie a été bien accueillie par les Maliens. Approchés, les bamakois pensent que la

coopération entre les deux pays pourraient profiter mieux à l'armée malienne qui de nuit comme de jour fait face aux attaques terroristes. « **La Russie est un partenaire sérieux qui, si elle décide d'aider un pays, le fait sans aucune démagogie ou autre considération. Nous pensons qu'avec l'accompagnement Russe, la guerre contre les terroristes au nord et au centre prendra une nouvelle tournure et que nous auront le dessus sur les terroristes qui sont sous protection de certaines forces étrangères** », a souligné Gaousou Diallo, ressortissant de Mopti. Pour Sidiki Koné, fonctionnaire « **C'est une bonne nouvelle que les deux redeviennent des partenaires comme cela a été le cas sous le régime de Modibo Keita. Même sous le président Moussa Traoré, cette coopération militaire n'a pas faibli. Si nos autorités estiment qu'au regard de ce qui se passe dans le pays que c'est les Russes qui peuvent nous aider véritablement, je ne vois pas en quoi cela poserait un problème. Nous sommes quand même un pays indépendant qui décide de son propre gré** ».

Dès son indépendance, obtenue en 1961, et bien que « non aligné », le Mali se tourna vers l'Union soviétique, ce qui donna lieu à l'établissement de coopérations en matière militaire, économique et culturelle. A partir de là, les forces armées maliennes furent équipées de pied en cap par du matériel soviétique.

« L'URSS livre des équipements lourds, blindés, véhicules, aviation. L'armée malienne participe au rayonnement de l'armée soviétique qui supprime l'armée française. En 1966, on estime qu'une cinquantaine de techniciens militaires soviétiques assurent l'instruction sur les nouveaux matériels livrés et son entretien, et vingt-cinq techniciens militaires pour l'armée de l'Air », raconte Manon Touron, de l'Institut Pierre Renouvin (Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne), cité par le « zone militaire ».

■ Mohamed Keita



**PLUS DE DÉBIT
AUX MÊMES PRIX**

Malitel

Proche de vous



DE L'ADSL HAUT DÉBIT EN ILLIMITÉ
jusqu'à **20 MBIT/S** à partir de 9900 FCFA / mois.

Rendez- vous dans nos agences

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

Culture du Mali : Le Grenier traditionnel Bondo

Entre Ségou et Mopti, le regard du voyageur ne manque pas une construction qui se distingue de l'habitat traditionnel en case. Il est surélevé sur une sorte de pilotis. C'est le grenier traditionnel, Bondo.

Il est construit à base de terre rouge ou écreu et de bois, mélangé à du foin de fonio, le foin pour son rôle d'isolant, entièrement à la main. La terrasse de soubassement repose sur une natte de bois superposés. Le plus étonnant de cette pièce réside dans une construction murale sans brique.

Un assemblage de motte de terre jusqu'au toit. Une seule fenêtre prévoit l'accès aux grains. Ces derniers ne devant pas être exposés totalement. Un habitant de Ouan en région de Ségou, Karaba Mounkoro, agriculteur, nous explique que le pilotis a un rôle capital dans la construction du Bondo. Il est pensé pour éviter que l'humidité s'empare du grain. Le Bondo orienté vers le soleil conserve toutes les graines. Le Bondo conserve hors de l'humidité les mils, fonio, le maïs, le riz.

Dans l'agriculture traditionnelle le grenier est

le pilier de la structure familiale. Une famille forte en bras valide se reconnaît par le nombre de Bondo rempli.

Mali Culture est une jeune et nouvelle initiative de Dia Djélimady SACKO, Femme de Lettres, de Culture, Chargée de communication et Exp-professeur de Lettres, consultante en édition. Entreprenante et passionnée de Médias et de Culture, la franco-malienne travaille pour faire de Mali Culture la référence médiatique en matière de vulgarisation des expressions culturelles au Mali. Avec sa petite équipe de stagiaire, qu'elle veut voir grandir, elle entend accompagner les entreprises culturelles dans la diffusion et la valorisation de la culture malienne. Dia est diplômée d'un Master2 de Lettres Recherche et de Science de l'Éducation de l'Université de Toulouse.



**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Commerce international : Le Ghana et la Côte d'Ivoire suspendent leurs ventes de cacao

Un sac de cacao en provenance de Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire et le Ghana, les deux premiers producteurs mondiaux de cacao, suspendent leurs ventes jusqu'à nouvel ordre pour le cacao qui sera récolté en octobre 2020. Les deux pays essaient ainsi d'obtenir des marchés un prix plancher. Objectif affiché : mieux rémunérer les producteurs.

C'est un bras de fer qui s'est engagé ces deux derniers jours à Accra. Pour la première fois, les acteurs ivoiriens et ghanéens de la filière cacao – près des deux tiers de la production mondiale – unissent leurs forces pour tenter d'infléchir les marchés.

Leur alliance vise à obtenir un prix plancher: 2 600 dollars (2300 euros) la tonne. Concrètement, pour faire pression sur ces marchés, la Côte d'Ivoire et le Ghana suspendent jusqu'à nouvel ordre la vente du cacao qui sera récolté lors de la campagne 2020-2021. Il faut savoir que l'essentiel de la récolte est vendu avant le début de chaque campagne.

Le but affiché de cette épreuve de force, qualifiée d'« historique » par certains opérateurs, est de mieux rémunérer les producteurs. Aujourd'hui en Côte d'Ivoire où le cacao pèse 10% du PIB, le prix bord champ, fixé par l'État à 750 francs CFA le kilo (1,14 euros) cette année, n'est pas respecté.

Il se situe en réalité plutôt entre 500 et 700 francs CFA (0,76 et 1,07 euros) le kilo, selon l'Association nationale des producteurs de Côte d'Ivoire, l'Anaproci, dont le président Kanga Koffi est très réservé sur l'issue des discussions d'Accra.

« On attend de voir quel sera l'impact réel sur le terrain pour les producteurs. L'État de Côte d'Ivoire a déjà décaissé 38 milliards de francs CFA [60 millions d'euros] de subventions, mais les producteurs



n'en ont pas bénéficié », explique le président de l'Anaproci.

Selon Kanga Koffi, compte tenu des charges, officielles ou officieuses, qui pèsent sur les producteurs ivoiriens, un prix décent se situerait autour de 1 000 francs CFA le kilo (1,52 euros).

Les producteurs devraient en savoir plus le 3 juillet lors d'une réunion technique à Abidjan, convoquée pour discuter de la mise en œuvre de ce prix plancher.

On salue toute initiative qui vient pour nous aider à avoir un bon prix...

L'industrie ne semble pas ébranlée par l'annonce

L'industrie ne semble pas effrayée par cet ultimatum car, pour le moment, le marché du cacao est plutôt favorable.

Négociants et chocolatiers attendent d'en sa-

voir un peu plus, mais ils ne sont pas plus ébranlés que cela par l'exigence d'un prix plancher de la part du Ghana et de la Côte d'Ivoire. « Le cacao n'est pas une matière première assez chère », confie même le PDG du chocolatier français Cémoi.

« Tout ce qui va dans le sens des producteurs est bon », juge de concert un négociant. Quant à Nestlé, la multinationale suisse dit « attendre avec intérêt la poursuite des discussions constructives qui identifieront des mesures réalisables ».

Il faut dire que le marché du cacao est plutôt porteur actuellement, la demande est forte sur tous les continents. Les cours sont d'ailleurs plutôt bons depuis un an, et mercredi, ils ont quasiment rejoint le niveau demandé par les deux géants africains du cacao.

Si les marchés à terme devaient replonger de nouveau, ce serait évidemment une autre affaire, ces marchés financiers intègrent d'au-

tres acteurs, comme les fonds d'investissement. « On espère, confie le chocolatier Cémoi, qu'en 2020-2021, le prix demandé par le Ghana et la Côte d'Ivoire deviendra le prix de marché. »

Un rapprochement stratégique

Au-delà de cette annonce, la grande nouveauté est ce rapprochement stratégique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana qui a débuté récemment.

Après la chute des cours du cacao en 2016 et 2017 et les difficultés sociales et économiques qui avaient suivi, les deux pays voisins et concurrents avaient tout intérêt à s'entendre. Première étape, une tentative d'harmonisation des prix de rémunération des producteurs ghanéens et ivoiriens, comme l'explique François Ruf, économiste au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) : « **Sur la définition du prix au producteur, les différences de politiques favorisaient énormément la contrebande, donc beaucoup de cacao passait du Ghana en Côte d'Ivoire, puis de la Côte d'Ivoire au Ghana. Il a fallu très longtemps pour que les deux pays s'accordent et fixent des prix assez proches pour aller réduire l'intérêt de la contrebande** ».

Et cette annonce commune de vouloir désormais fixer un prix plancher à 2 600 dollars la tonne représente une nouvelle étape de rapprochement, selon lui. « **On passerait à une étape supérieure, explique François Ruf, où il y aurait une position commune vis-à-vis de l'exportation. Est-ce que ça va tenir ? Est-ce que les deux pays ont la capacité de faire face à leur prétention ? C'est encore une inconnue, mais il y a déjà un premier pas qui est très intéressant.** »

Plus forts à deux que seul pour tenter de garantir des prix élevés. Une stratégie qui comporte toutefois un risque : s'ils remportent leur bras de fer, cela pourrait décider d'autres pays à se lancer dans la culture du cacao, devenue bien plus rentable. Et donc leur faire concurrence.

Côte d'Ivoire : L'opposition boycotte la fin du dialogue sur la réforme de la CEI



Des membres de la CEI comptent les votes dans un bureau électoral d'Abobo près d'Abidjan en 2018 (image d'illustration).

Les discussions autour de la Commission électorale indépendante touchent à leur fin. Mercredi 19 juin, le gouvernement rencontrait une dernière fois les partis d'opposition et la société civile pour les conclusions sur l'avenir de la CEI. L'organe électoral, considéré comme déséquilibré à la faveur du pouvoir, devrait faire l'objet d'une réforme. Mais après cinq mois de pourparlers, les partis d'opposition ne sont pas satisfaits et ont même boudé la réunion du jour. Après dix réunions entre le gouvernement, les partis d'opposition et la société civile, cette séance plénière marque la fin des échanges engagés en janvier 2019. Le gouvernement doit maintenant plancher sur les conclusions avant d'émettre des propositions aux différents acteurs du processus.

Partage des sièges, la pierre d'achoppement

Pour sa part, le Premier ministre se félicite de ce dialogue, qui avait débuté dans un contexte politique de tension entre le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) au pouvoir et son ex-allié du Parti

démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Mais si les différentes parties prenantes se rejoignent sur certains points, la pierre d'achoppement reste sur le partage des sièges au sein de la Commission électorale indépendante (CEI).

« C'est le poids relatif des différents acteurs à l'intérieur de la CEI qui fait l'objet de divergence, explique le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. Les partis politiques considérant pour certains que c'est une affaire qui est d'abord politique et qu'ils doivent être représentés en majorité ; et la société civile qui considère qu'elle doit être en majorité pour tempérer les contradictions qui peuvent apparaître ».

Le chef du gouvernement annonce une mise en place de la nouvelle CEI d'ici la fin du mois pour préparer la présidentielle de 2020. Pourtant, les désaccords sont encore nombreux. Le PDCI, la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS), le parti Liberté et démocratie pour la République (Lider) et d'autres partis d'opposition ont boycotté la réunion.

Passage en force de l'exécutif

Dans un communiqué commun, ils dénoncent un passage en force de l'exécutif, qui, d'après eux, veut imposer une simple recomposition de la Commission, au lieu d'une véritable refonte de celle-ci.

Affaire Michel-Thierry Atangana au Cameroun : « La France doit se racheter d'avoir abandonné Michel-Thierry Atangana durant dix-sept ans »



Le Français Michel-Thierry Atangana à son arrivée à Roissy, le 28 février 2014, après avoir été maintenu en détention durant dix-sept ans au Cameroun sans motif.

Chronique. Bouleversante. La cérémonie durant laquelle Michel-Thierry Atangana a été fait citoyen d'honneur de la ville de Saint-Pol-de-Léon, dans le Finistère, était tout simplement bouleversante. Après un calvaire de dix-sept années de détention arbitraire au Cameroun – de 1997 à 2014 – et cinq années après sa libération, Michel-Thierry Atangana a eu le droit aux honneurs de sa commune d'adoption, samedi 29 juin.

Son histoire avec la Bretagne débute quand Michel-Thierry Atangana arrive à l'âge de 17 ans au Centre héliomarin de Perharidy pour raisons de santé. Catherine et René, devenus depuis ses parents bretons, accueillent régulièrement chez eux, le week-end, des enfants du centre pour leur offrir un foyer, car nombreux sont ceux qui ne reçoivent pas de visite de leur famille.

Ces enfants, ce sont un peu les leurs. Michel-Thierry – que Catherine et René appellent simplement Michel – devient alors un membre à part entière de la famille. Ce 29 juin, quand Catherine et René en parlent, ils disent avec cette modestie émouvante que tout ce qu'ils ont fait est « normal, tout le monde le ferait pour son fils, nous n'avons pas de mérite ».

Cancer de l'indifférence

Oh que si Catherine et René ont du mérite ! Quand ils apprennent que Michel-Thierry Atangana est emprisonné, ils ne savent que faire. Ils ne connaissent pas le Cameroun, ils n'ont aucune idée de comment mobiliser, ils ne connaissent pas les rouages de l'Etat et encore moins ceux de la diplomatie. Ils vont pourtant réussir. Un article dans Le Télégramme de Brest, un autre dans Ouest-France, puis dans Le Canard enchaîné, la famille et des amis qui viennent grossir les rangs du comité de soutien et un engagement remarquable du maire de Saint-Pol-de-Léon, Nicolas Floch, et de son conseil municipal.

En écoutant le discours de Nicolas Floch samedi, je me dis que le ton est juste et le message, fort. Nicolas Floch fait honneur à la devise de notre République, ce qui n'a pas été le cas des autorités françaises dix-sept ans durant. Quand vient le tour de Michel-Thierry Atangana de prendre la parole, c'est d'abord un silence. L'émotion est palpable, la salle retient son souffle et ses larmes. Puis Michel-Thierry Atangana prononce un mot, « Merci ». Des larmes coulent sur son visage. Nous sommes nombreux dans la salle à joindre nos larmes aux siennes. Je n'oublierai jamais ces minutes. Pas plus que je n'oublierai les mots que Michel-Thierry prononcera après ses larmes : « L'indifférence est un véritable can-

cer qui tue la vie. » Il sait de quoi il parle. La France l'a abandonné pendant dix-sept longues années.

Quand il est arrêté au Cameroun en 1997, Michel-Thierry Atangana, de nationalité française depuis 1988 – précision utile car la France finindra de ne pas le savoir pendant des années – a la charge d'un fonds destiné aux infrastructures routières placé auprès du secrétaire général de la présidence camerounaise. Cette arrestation est la conséquence de sombres manœuvres internes au système politique camerounais, dont Michel-Thierry Atangana devient la victime collatérale. Il sera emprisonné pendant dix-sept ans dans une cellule de 7m2 sans fenêtre, dont cinq années à l'isolement total. Il est condamné une première fois nuitamment et sans avocat en 1997 à quinze ans de réclusion. Malgré une ordonnance de non-lieu en 2008, il reste en détention et est de nouveau condamné pour les mêmes faits à vingt ans de réclusion en 2012. Le département d'Etat américain lui reconnaît, dès 2005, le statut de prisonnier politique, Amnesty International en fait de même en 2013. C'est cette même année que le Groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies reconnaît le caractère arbitraire de la détention de Michel-Thierry Atangana et ce depuis le premier jour de détention. Le Groupe de travail demande sa libération immédiate, que les responsables de cette manipulation judiciaire soient sanctionnés et que réparation soit faite. Du côté des autorités françaises, rien. Il faudra attendre l'implication de Bruno Gain, ambassadeur de France au Cameroun (2009-2013), pour que Michel-Thierry Atangana bénéficie, enfin, de la protection consulaire à laquelle tout citoyen français détenu à l'étranger a droit – qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait jugé utile de faire – et d'une intervention directe de François Hollande pour obtenir sa libération le 24 février 2014.

Prisonnier juridique et moral

Aujourd'hui, cela fait plus de cinq ans que Michel-Thierry Atangana est libre. Il n'a pas été réhabilité par la justice camerounaise, ses biens au Cameroun sont toujours confisqués et, situation kafkaïenne, ses comptes bancaires français toujours bloqués suite à une commission rogatoire camerounaise, dont le tribunal français ne trouve plus trace, mais

que la police judiciaire française demande aux banques françaises de continuer d'appliquer !

Après l'épreuve d'une détention longue de dix-sept années, Michel-Thierry Atangana mène un combat éprouvant pour sa réhabilitation. En plus de travailler avec plusieurs députés à une proposition de loi pour mieux protéger les citoyens français à l'étranger, Michel-Thierry Atangana a écrit à l'Élysée, au Quai d'Orsay et au président de l'Assemblée nationale. Il a besoin d'une intervention des autorités françaises au plus haut niveau pour faire aboutir sa demande de réhabilitation. Les réponses qu'il a reçues sont indignes, car, derrière la courtoisie du style et les formules convenues, il n'y a qu'indifférence. Cette indifférence qui « tue la vie ».

Si le passé ne peut se réécrire et les fautes s'effacer, au moins la France pourrait-elle prendre à bras-le-corps le dossier de la réhabilitation de Michel-Thierry Atangana. C'est le moins qu'elle puisse faire. Les autorités françaises ont abandonné Michel-Thierry Atangana une première fois et cela lui a coûté une détention inhumaine de dix-sept ans. Bien que physiquement libre, Michel-Thierry Atangana est toujours prisonnier juridiquement et moralement. Les autorités françaises sont en train de l'abandonner une seconde fois.

Michel-Thierry Atangana n'a plus le temps de lire de belles phrases ni d'écouter de beaux discours. Il a besoin d'actes. Le temps des mots est révolu, celui de l'action est venu.

L'honneur de la France commande de tout mettre en œuvre pour que Michel-Thierry Atangana soit réhabilité et que tous ses préjudices soient réparés. La France a les moyens de conduire une telle négociation avec le Cameroun et, dans l'intérêt bien compris des deux pays, d'aboutir à un accord qui soit aussi une façon, pour la France, de se racheter, après toutes ces années de coupable silence. Ce 29 juin, à Saint-Pol-de-Léon, nous avons tous reçu une leçon de dignité, de courage et d'amour. Monsieur le Président de la République, soyez à la hauteur.

■ **Laurent Bigot**

Parlement européen : Le groupe du Rassemblement national et de la Ligue italienne vise une vice-présidence



Photo d'illustration

A lors que la nouvelle session vient d'être inaugurée à Strasbourg, mardi 2 juillet, la solidarité « anti-extrême droite » tiendra-t-elle au Parlement européen ? Première réponse mercredi, avec l'élection des vice-présidents de l'institution communautaire, à Strasbourg. Le groupe ID (pour Identité et démocratie), tout récemment formé autour de la Ligue italienne et du Rassemblement national (RN) français, affirme en effet qu'il présentera une candidate italienne de la Ligue à la vice-présidence du Parlement européen, Mara Biz-zotto, mercredi, avant de tenter d'installer deux de ses candidats à la présidence des commissions des affaires juridiques et de l'agriculture et plusieurs à la vice-présidence de différentes commissions.

La semaine dernière, les dirigeants des quatre principaux partis « pro-européens » de l'hémicycle avaient fini par convenir qu'il n'était plus possible d'exclure les élus d'extrême droite de la course aux postes de pouvoir dans l'institution communautaire. Les quatre partis auxquels appartient, côté français, Les Républicains, le Parti socialiste, la République en marche et Europe Ecologie-Les Verts avaient en effet décidé, selon nos informations, que le groupe ID pourrait participer à ce que le jargon bruxellois nomme la « règle D'Hondt », qui permet aux délégations les plus représentées de « faire leur marché » en premier pour les vice-présidences du Parlement ainsi que les présidences et vice-présidences des commissions. Des postes essentiels pour espérer influencer sur les travaux législatifs.

S'ils ont accepté de relâcher le cordon, les responsables des quatre principaux partis ont tout de même convenu, pour l'heure, de faire front commun au moment des votes de confirmation pour l'attribution des postes. L'idée est désormais de continuer à barrer la route aux extrêmes, mais par la voie démocratique, en opposant à leurs candidats une majorité de votes négatifs. Au sein de la délégation française du Rassemblement national, un eurodéputé confie d'ailleurs ses doutes sur la probabilité que leur candidate soit élue.

Forte de 73 eurodéputés, ID est aujourd'hui la cinquième composante politique dans l'hémicycle européen, au coude-à-coude avec les Verts. Une force d'autant plus difficile à contourner que l'absence de majorité absolue donnera, dans cette nouvelle mandature, un poids plus important aux groupes intermédiaires. Et que la Ligue aujourd'hui au pouvoir en Italie, l'un des pays fondateurs de l'UE, pourrait bien envoyer à l'automne un commissaire d'extrême droite siégé au collège de la Commission renouvelée...

Les brexiters de dos, le RN assis

Une session inaugurale déjà perturbée. Les 29 députés européens du Brexit Party de Nigel Farage ont tourné le dos à l'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg, mardi 2 juillet, alors que retentissait l'hymne européen. Les élus français du Rassemblement national sont, eux, restés assis pendant que les musiciens jouaient l'Ode à la joie de Beethoven.

■ **Cécile Ducourtieux**

CAN 2019 : Résumé du 01 juillet

La Côte d'Ivoire corrige la Namibie

La Côte d'Ivoire affrontait la Namibie ce lundi lors de la 3e journée du groupe D de la Coupe d'Afrique des Nations. Les Ivoiriens se sont facilement imposés dans cette rencontre (4-1) et terminent à la deuxième place de ce groupe derrière le Maroc. Gradel (39e), Die (58e), Zaha (84e) et Cornet (89e) ont assuré le succès des Éléphants qui valident leur billet pour les 8e de finale de la compétition

Le Maroc poursuit son sans-faute contre l'Afrique du Sud

Le Maroc affrontait l'Afrique du Sud ce lundi lors de la 3e journée du Groupe D de la Coupe d'Afrique des Nations. Les Marocains ont



conclu cette phase de poules avec trois victoires en trois matchs et neuf points au compteur en dominant l'Afrique du Sud (1-0) grâce à un but sur le fil signé Boussoufa (90e). Les Lions de l'Atlas terminent en tête devant la Côte d'Ivoire également qualifiée pour les 8e de finale.

L'Algérie enchaîne contre la Tanzanie, le Sénégal qualifié en 8e

Déjà qualifiée, l'Algérie a signé lundi soir une troisième victoire consécutive dans la Coupe d'Afrique des Nations 2019, contre la Tanzanie (3-0).

Après deux premiers succès face au Kenya (2-0) et au Sénégal (1-0), les Fennecs ont déroulé grâce à des buts d'Islam Slimani (34e) et Adam Ounas (39e, 45e). Avec neuf points, les joueurs de Djamel Belmadi bouclent la phase de poules à la première place du groupe C. Dans le même temps, le Sénégal s'impose contre le Kenya (3-0) sur des réalisations du Rennais Ismaïla Sarr (63e) et de l'attaquant de Liverpool Sadio Mané (71e, 78e sur penalty). Deuxièmes avec six unités, les Lions de la Teranga rejoignent les huitièmes de finale. Le Kenya doit attendre pour espérer faire partie des meilleurs troisièmes.

Coupe du Mali de basket-ball : Les finalistes sont Connus!

Ce Samedi s'est déroulées dans la salle Salamatou Maiga du palais des sports sise à Hamdallaye ACI 2000 les demi-finales de la coupe du Mali de Basket-ball. En Dames, le duel des promus a tourné à l'avantage des sociétaires de Koulikoro (Centre

Bintou Dembélé) face au réal de Bamako (63-62). Et la seconde demi-finale opposait les deux rivales, à savoir le Stade Malien de Bamako et le Djoliba AC. Un choc de titan qui a vu le Djoliba AC s'imposé face aux sociétaires de Sotuba (58-45).

Quant aux hommes, l'As police, le champion en titre, s'est défait du CRB (76-60). L'Attar club de Kidal qui a remporté le choc dans la deuxième demi-finale des hommes in-extremis face aux hommes du coach Zou As Réal de Bamako (69-68), après prolongation et rejoint l'As police en finale. Ainsi les affiches des finales mettront en prises en dames le Djoliba AC et le CBD et en Messieurs l'As Police face à l'Attar club de Kidal.





Aigles du Mali : Ils l'ont fait !

Les Angolais ont essayé, ils n'ont pas démerité mais ils sont tombés sur plus forts qu'eux. Les Aigles devaient se qualifier, c'est chose faite.

C'est dans un stade vide que maliens et angolais ont joué leur troisième et dernier match du 1er Tour de la CAN Égypte 2019. Aucune des deux formations n'avait fait déplacer des supporters. Une plaie du foot malien. Mais, les garçons, par écran interposé, savaient que tout le Mali les suivait. Avec confiance et espoir. Il faut croire qu'ils ont comblé les attentes.

Certes, on ne peut pas sortir les tamtams pour avoir passé le premier Tour quand on s'appelle le Mali. Mais ce tour est un passage obligé pour le sommet.

Pour aborder ce match, coach MAGASSOUBA avait opté pour le moteur diesel et avec quatre titulaires en moins. Les débuts du match fu-

rent quelques peu laborieux et indécis. Certes les Aigles ont eu plus de ballon durant les 30 premières minutes. Ils ont occupé le milieu du terrain durant cette période. Mais ce sont les angolais qui vont se créer deux occasions. Les Aigles eux, ils avaient l'air de se demander comment s'y prendre.

Il aura fallu attendre la 18e minute pour voir un tir malien – il est cadré. Mais, 7 minutes plus tard, nous frôlons la catastrophe : un dégagement hasardeux dans l'axe met un angolais en position idéale de tir. Heureusement qu'il rate son shoot. Le doute commence quelque peu à s'installer dans la tête des téléspectateurs pressés. Mais à la 36e minute, Amadou HAÏDARA « Doudou » ouvre le score de fort belle manière avec son pied gauche qui nettoie propre les toiles d'araignée du petit filet. Le but était d'autant plus satisfaisant qu'il est arrivé suite à une patiente construction.

Difficile seconde mi temps

Les joueurs regagnent les vestiaires avec le petit avantage de 1 but à zéro. Le retour sur la

pelouse réaffirme nos espoirs de dominer notre sujet. On ose s'attendre même à ce le score évolue plus favorablement. Mais petit à petit, les Aigles perdent leur âme. La seconde mi-temps fut dure ! Les angolais vont multiplier les attaques et menacer. Le match va finir sur ce tempo où les Aigles ont plié sans rompre.

L'Angola rentre à la maison et les Aigles continuent leur route en position de premier du Groupe. C'est-à-dire qu'ils ont dégagé les tunisiens de leur loge de Numéro 1 du Poule.

Les Aigles vont donc jouer le prochain Tour « à domicile » (et non les tunisiens). C'est un avantage. Surtout que l'on hérite d'une équipe de seconde zone (donc moins bonne sur le papier) la prochaine fois.

On va se répéter : quand on est le Mali, on ne sort pas les clairons pour avoir passé le premier Tour d'une CAN. Du reste, le coach a été très clair sur ses ambitions en arrivant en Égypte : décrocher la lune.

La Côte d'ivoire est elle une foudre de guerre ? That's the question.

■ AMADOU TALL



Bélier (21 mars - 19 avril)

Malgré des complications qui vous obligeront à vous positionner, vous parviendrez à vous en sortir sans trop de heurts, à condition de miser à fond sur votre enthousiasme et votre pragmatisme. Vous attirerez la confiance et l'admiration de vos supérieurs.

Si vous avez à négocier des transactions, vous pourrez compter sur le soutien de Mercure qui vous apportera les éléments nécessaires pour les mener à bien. Des opérations diverses pourraient vous dégager de soucis administratifs, bancaires, financiers.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vénus vous rend irrésistible et la Lune magnétique. Un cocktail de choc si vous devez convaincre votre patron, des clients ou un futur employeur. Profitez de ce ciel astral favorable pour effectuer vos démarches professionnelles, vous ne serez pas déçu.

La Lune conjointe à Neptune développe votre flair dans ce domaine. Vous n'aurez aucun mal à renifler les bonnes affaires, comme les mauvais plans. Ceci vous donnera l'occasion d'écarter un projet d'investissement que vous ne sentez pas fiable.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si vous travaillez en équipe, pensez à laisser travailler les autres. L'un d'eux pourrait vous donner ses tâches à faire. Ne soyez pas attentionné, restez ferme dans votre travail, car l'hypocrisie règne. Il est conseillé de garder le cap sur vos fonctions.

Ne vous laissez pas influencer par les demandes venant de vos relations. Votre gentillesse peut vous exposer à sortir plus d'argent que d'ordinaire. La sagesse est recommandée. Jupiter en Sagittaire vous rend dépensier sur des articles haut de gamme.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les projets que vous aviez lancés pourraient prendre une tournure positive. Peut-être même encore plus ce à quoi vous vous attendiez. Cela vous sera agréable de voir à quel point les personnes qui vous entoureront auront confiance en vos capacités.

Vous serez bien en peine de répondre, car vous n'aurez pas la moindre idée du montant que vous pourrez investir. Il faudra pourtant vous y coller afin de décider si vous serez en mesure de vous autofinancer ou si vous devez effectuer une demande de prêt.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pouvez développer de nouveaux projets, car votre sens de l'initiative s'éveille. Des tâches peuvent avoir un lien avec une création de projet et une implication importante est demandée. Vous arrivez à relever le challenge sans vous décourager.

Vous êtes dépensier en ce moment et il est difficile de ne pas craquer devant les belles choses. Une passion peut vous entraîner vers des frais superflus qui se cumulent aux dépenses et charges liées à la vie domestique. Des petites concessions sont à faire.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Écoutez votre petite voix intérieure qui vous dit que votre interlocuteur vous mène en bateau ! Vous avez suffisamment de qualités professionnelles pour ne pas accepter n'importe quoi, d'autant plus quand on tente de vous prendre pour un pigeon.

Si vous voulez renflouer vos comptes, pensez aux vide-greniers ou aux sites de vente en ligne. Ce sera l'occasion de faire du tri dans vos placards et de gagner une petite somme pas désagréable. Mais n'en profitez pas pour dépenser cet argent avant même de l'avoir gagné !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des activités sont à faire sous un délai court. Vous ne pouvez suivre le rythme et pourtant vous n'avez guère le choix. Une ambiance tendue s'est installée et la communication entre collaborateurs est insuffisante pour travailler dans de bonnes conditions.

Vos frais partent dans les dépenses liées à la famille ou aux charges anciennes, non réglées. D'anciennes dettes peuvent ralentir votre progression financière vers l'aisance. La trésorerie insuffisante demande encore de la concession et des frustrations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si votre poste vous oblige à travailler aujourd'hui, vous mettez les bouchées doubles, car vous serez particulièrement ambitieux sur la qualité de vos prestations. Vous serez également très exigeant, mais ce sera pour la bonne marche de votre activité.

Attention aux turbulences planétaires qui pourraient vous rendre imprudent. Uranus en face de vous vous poussera à prendre des risques sans forcément en mesurer les conséquences et vous incitera à vous offrir ce qui vous plaira sans regarder les prix.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

S'il y a bien un endroit où vous devez tenir votre langue aujourd'hui, c'est à votre bureau. Les dissonances vous déconseillent de l'ouvrir ! Et si vous ne pouvez vraiment pas vous en empêcher, dites les choses avec diplomatie, faites un effort...

Le carré Jupiter/Neptune vous met en garde contre des dépenses excessives. Vous n'avez pas besoin de vous ruiner pour vous faire aimer ou pour séduire. Soyez vous-même, généreux sans excès et souriez, c'est votre plus belle arme.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous savez ce que vous voulez et vous ne perdez pas votre objectif de vue. Peu importe les efforts que ça vous a demandés, vous allez enfin pouvoir savourer de récolter le fruit de votre investissement. Une bonne nouvelle vous attend, profitez-en !

Toujours aussi responsable dans ce domaine, la Lune sextile à Saturne vous permet de faire un bilan complet de l'état de vos finances. Rien ne sera laissé au hasard et vous jonglerez habilement avec les dépenses de fin du mois sans rogner sur quelques plaisirs pour vos proches.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avant de retrouver une sensation d'épanouissement, vous devez passer par d'autres étapes. Une démission est envisagée, mais le destin peut vous placer au bon moment au bon endroit dans un nouveau poste. Une proposition imprévue vous est favorable.

Il règne de l'instabilité dans votre budget. Malgré le salaire, vos charges sont élevées et vous peinez à redresser la situation. De la patience est encore demandée. Pour la bonne cause, vous trouvez des petites astuces pour gagner quelques économies.



Poisson (19 février - 21 mars)

Peu importera que l'on commente vos décisions. Les résultats seront suffisamment parlants pour faire taire les bavards. Vous ne vous laisserez pas faire, essayant de garder votre sang-froid. Mieux vaudra feindre l'indifférence que de claquer la porte.

Vous devrez vous creuser les méninges pour trouver comment gagner davantage d'argent. D'abord, parce que vos frais augmenteront, ensuite parce que vos charges deviendront pesantes. Il n'y aura peut-être pas urgence, mais vous prendrez les devants.

FOEY® INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie